2009-2010

Rapport sur le financement des services publics

Finances Québec

2009-2010

Rapport sur le financement des services publics

Finances Québec

NOTE
La forme masculine utilisée dans le texte désigne aussi bien les femmes que les hommes. Elle n'est utilisée que pour alléger le texte.

Rapport sur le financement et des services publics - 2009-2010

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Juin 2011
ISBN 978-2-550-62252-9 (PDF)

© Gouvernement du Québec, 2011

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION **1**

1. RAPPEL : LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS **3**

1.1 Calendrier de l'application de la politique 4

1.2 Précision sur le champ d'application de la politique 5

2. PORTRAIT GLOBAL DES REVENUS DE TARIFICATION 2009-2010 ..... **7**

2.1 Revenus de tarification totaux 7

2.2 Principaux revenus de tarification gouvernementaux 9

2.3 Importance de la tarification gouvernementale dans le coût des services publics 10

3. REVENUS DE TARIFICATION PAR SECTEUR **13**

3.1 Ministères 13

3.2 Organismes consolidés 18

3.3 Secteur de la santé 23

3.4 Réseau de l'éducation 28

3.5 Services de garde 32

3.6 Régimes d'assurance 34

4. HYDRO-QUÉBEC **39**

5. LES MESURES COMPENSATOIRES ADOPTÉES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN FAVEUR DES MÉNAGES À FAIBLE REVENU **41**

5.1 Mesures fiscales de soutien au revenu 41

5.2 Mesures spécifiques destinées à compenser la hausse de certains tarifs 42

6. REVENUS DÉTAILLÉS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES **45**

ANNEXE 1 : TABLEAUX DÉTAILLÉS DES REVENUS DE TARIFICATION DES MINISTÈRES **47**

ANNEXE 2 : TABLEAUX DÉTAILLÉS DES REVENUS DE TARIFICATION DES ORGANISMES **63**

INTRODUCTION

Le rapport sur le financement des services publics pour l'année financière 2009-2010 présente l'ensemble des revenus de tarification perçus par les organismes gouvernementaux, lesquels contribuent à financer les services publics.

Ce rapport annuel, qui fait partie intégrante de la reddition de comptes prévue à la Politique de financement des services publics, est nécessaire pour apprécier l'évolution, dans chaque secteur d'activité, de la portion des services publics financée par les usagers au moyen de tarifs par rapport à celle qui est assumée par la collectivité.

Il constitue ainsi une source d'informations importante pour le gouvernement et les citoyens afin d'assurer le financement de services publics de qualité.

De plus, on y retrouve un rappel de la Politique de financement des services publics annoncée au budget 2009-2010, déposée dans le site Internet du ministère des Finances.

Les constats et les analyses du rapport sont basés sur les informations recueillies auprès des organismes gouvernementaux.

Pour les fins du rapport, les revenus de tarification gouvernementaux sont divisés en deux catégories constituées :

— des tarifs dont les approbations relèvent directement du gouvernement;

— des tarifs qui relèvent des différents régimes d'assurance publics.

Les revenus provenant de la vente d'électricité au Québec par Hydro-Québec sont également présentés à titre informatif.

Le rapport dresse aussi la liste des mesures compensatoires définies par le gouvernement en faveur des ménages à faible revenu afin d'atténuer l'impact des tarifs sur ces usagers.

1. RAPPEL : LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS

La Politique de financement des services publics, annoncée lors du budget 2009-2010, vise, par de meilleures pratiques tarifaires, à améliorer le financement des services publics pour en maintenir la qualité et en garantir la pérennité tout en assurant la transparence et la reddition de comptes du processus tarifaire.

La politique se compose de quatre axes d'intervention :

— l'établissement des modalités de financement et de leurs mécanismes d'ajustement annuel;

— la protection de l'accès des ménages à faible revenu aux services publics essentiels;

— la disponibilité de l'information sur la tarification gouvernementale;

— un encadrement adéquat des ministères et organismes en matière tarifaire.

Dans son ensemble, l'application de la politique pour les ministères et organismes s'articule autour de cinq actions :

— établir le mode de financement des biens ou des services publics, que ce soit par la tarification ou par les revenus généraux, notamment les impôts et taxes;

— déterminer les coûts des services tarifés ou pouvant l'être;

— fixer le montant du tarif et l'indexer annuellement à l'intérieur du cadre réglementaire et législatif en place, et ce, à partir d'un niveau de financement établi;

— affecter les montants payés par les utilisateurs au financement des services tarifés;

— rendre compte de leurs pratiques tarifaires.

Ces pratiques tarifaires contribuent à améliorer la connaissance du coût des services et le partage de leur financement entre les usagers et la collectivité.

1.1 Calendrier de l'application de la politique

L'implantation de la Politique de financement des services publics se déroule en plusieurs étapes.

Les ministères et les organismes du gouvernement doivent, au plus tard le 31 mars 2011 :

— mettre en place et tenir à jour un registre des services tarifés et des services qui pourraient l'être;

— calculer les coûts des services tarifés;

— déterminer le niveau de financement par la tarification de leurs services tarifés. La détermination du niveau de financement des services pourra mener à un maintien ou à une révision des tarifs, selon le cas.

Par ailleurs, de nouveaux articles de la Loi sur l'administration financière concernant l'indexation des tarifs ont été adoptés en juin 2010. En vertu de ces articles, tous les tarifs des ministères et des organismes doivent être indexés au 1er janvier de chaque année, à l'exception de ceux qui sont déjà régis par une règle d'indexation ou de fixation annuelle. Le taux d'indexation applicable le 1er janvier, en fonction de l'indice des prix à la consommation du Québec, est publié par le ministère des Finances.

— Pour 2011, le taux d'indexation applicable est de 1,27 %.

Par la suite, les ministères et les organismes du gouvernement doivent réévaluer les coûts, déterminer les niveaux de financement et fixer de nouveau les tarifs de leurs services au moins tous les cinq ans.

— Durant les années où les tarifs ne sont pas fixés de nouveau, les ministères et les organismes du gouvernement doivent estimer la variation des coûts de leurs services tarifés et indexer leurs tarifs en vertu de la Loi sur l'administration financière.

Aussi, ils devront faire une reddition de comptes annuelle complète de leurs pratiques tarifaires dans leur rapport annuel de gestion à compter de l'exercice 2010-2011.

Par ailleurs, le ministère des Finances publie annuellement le Rapport sur le financement des services publics, qui présente l'ensemble des revenus perçus par les ministères et les organismes du gouvernement, lesquels contribuent à financer les services publics. Il constitue une source d'information importante pour le gouvernement et les citoyens sur le financement des services publics.

1.2 Précision sur le champ d'application de la politique

La Politique de financement des services publics s'applique à tous les organismes du gouvernement qui offrent des biens et des services à la population, aux entreprises ainsi qu'aux municipalités et au gouvernement fédéral, le cas échéant. Les organismes publics sont :

— les ministères;

— les organismes budgétaires et les organismes autres que budgétaires énumérés aux annexes de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6.001).

Les pratiques tarifaires préconisées par la politique s'appliquent aussi aux services dont les tarifs sont fixés par les organismes publics, mais dont la prestation est offerte par les établissements.

Les établissements sont :

— les commissions scolaires, le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal, les collèges d'enseignement général et professionnel et les établissements universitaires mentionnés aux paragraphes 1° à 11° de l'article 1 de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire (L.R.Q., chapitre E-14.1);

— les agences de la santé et des services sociaux et les établissements publics visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-4.2);

— les centres de la petite enfance, les garderies, les bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial et les personnes reconnues à titre de responsable d'un service de garde en milieu familial subventionnés en vertu de la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1.1).

Finalement, il est important de rappeler que la Politique de financement des services publics ne s'applique pas aux tarifs fixés par les établissements, ni à la tarification entre organismes publics du gouvernement du Québec.

Exemples de services tarifés des établissements
Tarif assujetti à la politique Tarif fixé par le gouvernement et dont la prestation est fournie par un établissement : frais des services de garde à contribution réduite; plafond des droits de scolarité universitaire.
Tarif non assujetti à la politique Tarif fixé par un établissement : frais par enfant pour les sorties organisées dans les garderies; frais pour la location de chambres dans les résidences universitaires.

2. PORTRAIT GLOBAL DES REVENUS DE TARIFICATION 2009-2010

2.1 Revenus de tarification totaux

En 2009-2010, les revenus de tarification[1,2] gouvernementaux s'élèvent à 13,8 milliards de dollars, dont 6,6 milliards de dollars perçus dans les régimes d'assurances. L'évolution des revenus de tarification totaux depuis 2006-2007 s'explique par la croissance du volume des biens et des services rendus et le niveau des tarifs.

TABLEAU 1

Revenus de tarification totaux
(en millions de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Ministères, organismes et fonds spéciaux, réseaux et services de garde				
Ministères	1 161	1 150	1 132	1 240
Organismes et fonds spéciaux	1 576	1 813	1 999	2 100
Réseau de la santé(1)	1 377	1 345	1 382	1 434
Réseau de l'éducation(2)	1 875	1 962	1 948	2 046
Services de garde à 7 $(3)	316	335	344	350
Sous-total	**6 304**	**6 606**	**6 805**	**7 170**
Régimes d'assurance	**5 605**	**5 760**	**6 169**	**6 609**
TOTAL	**11 909**	**12 365**	**12 974**	**13 778**

(1) La mention « réseau de la santé » fait toujours référence au réseau de la santé et des services sociaux.
(2) Enseignement supérieur et commissions scolaires.
(3) Centres de la petite enfance et garderies en milieu familial. Les revenus des services de garde en milieu scolaire sont inclus dans le réseau de l'éducation.

1 À la suite de la consolidation des réseaux de la santé et de l'éducation, ainsi que de quelques autres organismes, les données ont été redressées pour les années précédentes aux fins de comparaison. De plus, afin d'éviter un double comptage, les revenus de certains ministères et organismes ont été réduits d'environ 500 M$ par année.

2 En raison des arrondissements, la somme des montants présentée dans ce rapport peut ne pas correspondre au total indiqué.

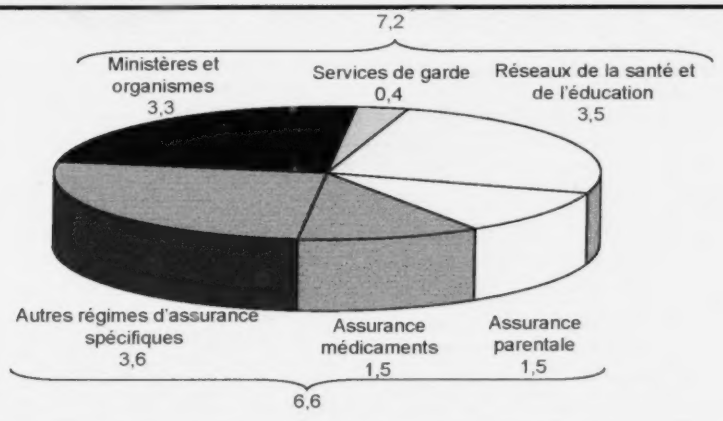
Ces revenus de tarification gouvernementaux proviennent globalement de deux sources :

— les revenus provenant des ministères, des organismes, des réseaux et des services de garde (7,2 milliards de dollars, 52,0 % des revenus tarifaires);

— les revenus provenant des différents régimes d'assurance (6,6 milliards de dollars, 48,0 % des revenus de tarification).

GRAPHIQUE 1

Répartition des revenus de tarification par secteur, 2009-2010(1)
(en milliards de dollars)



(1) Pour les résultats se terminant dans l'année 2009-2010

2.2 Principaux revenus de tarification gouvernementaux

Les dix plus importants revenus de tarification gouvernementaux représentent une proportion de 70,2 %.

De ces revenus, 39,2 % proviennent des trois principaux régimes d'assurance. Ces derniers, qui s'élèvent à 5,4 milliards de dollars, sont constitués des cotisations versées à la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) par les employeurs ainsi que des contributions et des cotisations versées par les assurés au Régime public d'assurance médicaments et au Régime québécois d'assurance parentale.

Les assurances payées lors du paiement de l'immatriculation des automobiles et des permis de conduire totalisent 953 millions de dollars ou 6,9 % des revenus de tarification gouvernementaux.

TABLEAU 2

Les sources de revenus de la tarification gouvernementale en 2009-2010
(en millions de dollars)

	Secteur	Montant	Pourcentage du total	Pourcentage cumulatif
1. Commission de la santé et de la sécurité du travail	Assurance	2 342	17,0	17,0
2. Assurance médicaments	Assurance	1 541	11,2	28,2
3. Assurance parentale	Assurance	1 511	11,0	39,2
4. Droits sur les permis de conduire et sur l'immatriculation des véhicules(1)	Ministères et organismes	899	6,5	45,7
5. Société de l'assurance automobile du Québec	Assurance	953	6,9	52,6
6. Contribution des adultes hébergés	Réseaux (santé)	801	5,8	58,4
7. Services de garde(2)	Services de garde et réseaux (éducation)	601	4,3	62,7
8. Droits de scolarité universitaires (estimés)	Réseaux (éducation)	549	4,0	66,7
9. Contributions des adhérents au Fonds d'assurance stabilisation des revenus agricoles	Assurance	231	1,7	68,4
10. Services de police fournis par la Sûreté du Québec aux municipalités	Organismes	247	1,8	70,2
Toutes les autres sources		4 103	29,8	100,0
TOTAL		**13 778**	**100,0**	

(1) Ces droits se retrouvent dans les revenus du ministère des Transports (779 M$), de la Société d'assurance automobile du Québec pour le contrôle routier (63 M$) et de la Société de financement des infrastructures locales du Québec (57 M$).
(2) Sont inclus les services de garde à 7 $ et ceux de plus de 7 $ en milieu scolaire.

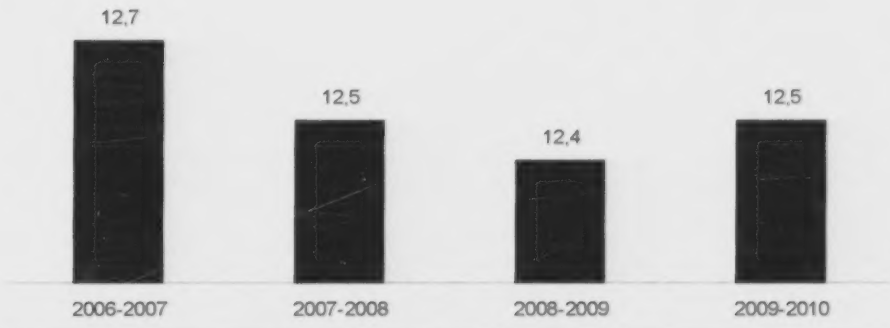
2.3 Importance de la tarification gouvernementale dans le coût des services publics

Certains services publics, comme les prestations versées par le Régime d'assurance parentale, les indemnités versées en vertu du Régime public d'assurance automobile administré par la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) et les indemnités versées par la CSST aux accidentés du travail comprennent des politiques de financement obligeant les organismes à financer entièrement leurs coûts. Aucune dépense gouvernementale n'est donc dédiée à leur financement.

Pour ce qui est de l'ensemble des autres services publics[3], les revenus de tarification représentaient 12,5 % de leur coût total en 2009-2010, soit 9,0 milliards de dollars de revenus de tarification sur un total de dépenses de 72,0 milliards de dollars. Cette proportion s'est stabilisée au cours des trois derniers exercices, mais elle est légèrement plus basse qu'en 2006-2007. Le recul de 0,2 % par rapport à l'année 2006-2007 représente un montant de 143 millions de dollars.

GRAPHIQUE 2

Proportion des revenus de tarification en fonction des coûts de l'ensemble des services publics(1)
(en pourcentage)



(1) Sont exclues les données de la SAAQ, de la CSST et de l'assurance parentale.

3 Services tarifés et non tarifés.

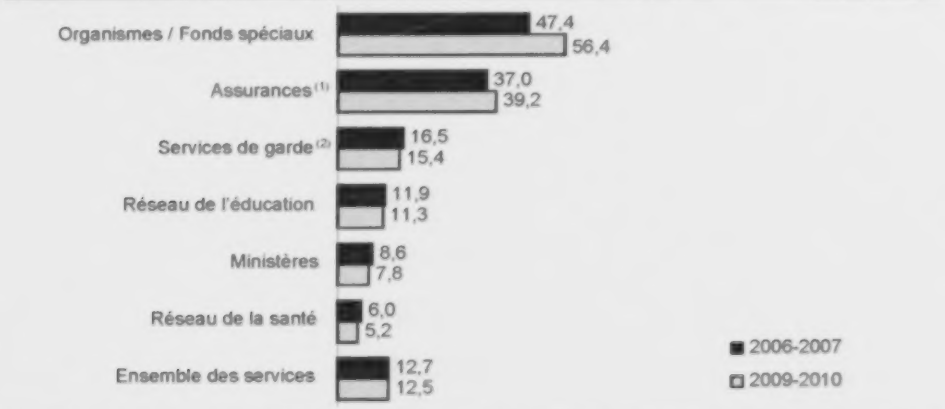
❑ Importance de la tarification par secteur

La proportion des revenus tarifaires en fonction de l'ensemble des dépenses des services publics est bien plus élevée dans les organismes et les assurances que dans les ministères et les réseaux de la santé[4] et de l'éducation.

Par ailleurs, cette proportion a diminué entre 2006-2007 et 2009-2010 dans l'ensemble des services, mais elle s'est accrue dans le cas des assurances et des organismes, où elle a augmenté de 47,4 % à 56,4 %, principalement en raison de la croissance des contributions au Fonds vert.

GRAPHIQUE 3

Proportion des revenus de tarification en fonction des coûts des services publics
(en pourcentage)



(1) Assurance médicaments, assurance-stabilisation des revenus agricoles et assurance-récolte. Sont exclus la SAAQ, la CSST et l'assurance parentale.
(2) Centres de la petite enfance et garderies en milieu familial.

4 La mention « réseau de la santé » fait toujours référence au réseau de la santé et des services sociaux.

3. REVENUS DE TARIFICATION PAR SECTEUR

3.1 Ministères

❑ Revenus de tarification des ministères

Les revenus de tarification des ministères[5] se sont élevés à 1,2 milliard de dollars en 2009-2010. Ils ont augmenté de 108 millions de dollars par rapport à 2008-2009.

Globalement, en excluant notamment les transferts aux réseaux de la santé et de l'éducation, les revenus de tarification couvrent 7,8 % de l'ensemble des dépenses des ministères en 2009-2010. Cette proportion est en diminution depuis 2006-2007 à cause d'une hausse des dépenses accompagnée d'une stabilisation des revenus de tarification[6].

---

5 Sont inclus les organismes budgétaires.

6 Des ajustements aux revenus de tarification, pour les années 2006 à 2010, ont été réalisés afin que ne soient pas pris en compte les financements intergouvernementaux. Ainsi, les revenus du ministère des Finances ont été réduits de sommes de 168 M$ à 184 M$ annuellement provenant de la garantie de prêt accordée aux entreprises, particulièrement à Hydro-Québec. Une somme annuelle de 88,6 M$ reçue de la SAAQ pour les services de santé aux accidentés de la route est aussi déduite au ministère de la Santé et des Services sociaux. Finalement, une somme annuelle variant entre 26 M$ et 32 M$, en provenance de la Régie des rentes du Québec, est soustraite des revenus du ministère du Revenu.

TABLEAU 3

Revenus de tarification par ministère
(en millions de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Transports	750	764	788	793
Ressources naturelles et Faune	175	130	58	152
Justice	53	55	77	68
Revenu	46	62	58	58
Immigration et Communautés culturelles	34	36	43	47
Sécurité publique	40	41	43	42
Finances	–	–	–	18
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	15	15	15	15
Famille et Aînés	9	10	10	11
Développement durable, Environnement et Parcs	9	10	10	10
Santé et Services sociaux	9	9	10	8
Éducation, Loisir et Sport	8	7	7	7
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	5	5	5	5
Assemblée nationale	3	3	3	3
Emploi et Solidarité sociale	2	2	2	2
Développement économique, Innovation et Exportation	1	1	1	1
Autres ministères	0	0	1	0
TOTAL DES REVENUS TARIFAIRES	**1 159**	**1 150**	**1 132**	**1 240**
TOTAL DES DÉPENSES(1)	**13 898**	**14 553**	**15 094**	**15 805**
Proportion des revenus de tarification par rapport aux dépenses	**8,3 %**	**7,9 %**	**7,5 %**	**7,8 %**

Note : Les revenus détaillés des ministères sont présentés à l'annexe 1.
(1) Sont exclues les dépenses des réseaux de la santé et de l'éducation, des transferts aux organismes et fonds spéciaux, des services de garde et de l'assurance médicaments, qui sont traitées plus loin dans la présente section.

Les revenus de tarification du ministère des Transports proviennent presque entièrement (99 %) des droits sur les permis de conduire et l'immatriculation.

En 2009-2010, les revenus du ministère des Ressources naturelles et de la Faune sont en hausse de 94 millions de dollars, essentiellement en raison d'une augmentation au titre des droits miniers.

Les revenus de tarification du ministère de la Justice, qui sont de 68 millions de dollars en 2009-2010, proviennent principalement des actes juridiques en matière pénale et criminelle et des actes judiciaires en matière civile.

Une nouvelle source de revenu apparaît en 2009-2010 au ministère des Finances, soit des honoraires pour la garantie gouvernementale offerte dans le cadre du plan de restructuration du papier commercial adossé à des actifs (PCAA).

❑ Les coûts des services tarifés

Dans le cas des ministères, il demeure difficile d'obtenir une évaluation des coûts de leurs services tarifés. Certains ministères n'ont pas encore les structures ni les moyens nécessaires pour établir les coûts avec un niveau de précision satisfaisant.

À cet effet, notons qu'en vertu de la Politique de financement des services publics, les ministères devront, au plus tard le 31 mars 2011, calculer les coûts totaux de leurs services tarifés. Ces données seront donc disponibles à partir du Rapport sur le financement des services publics 2010-2011.

Pour 2009-2010, il a été possible de déterminer les coûts pour 33 % des revenus de tarification des ministères[7]. Il s'agit d'une amélioration par rapport à 2008-2009, exercice à l'égard duquel il n'a été possible de déterminer la couverture des coûts que pour 26 % des revenus.

Ainsi, en 2009-2010, les revenus de tarification pour lesquels les coûts ont pu être déterminés ont permis de couvrir 73 % des coûts de prestation des services tarifés concernés. Cela représente près de 390 millions de dollars de revenus de tarification perçus par les ministères pour financer des services dont le coût s'est élevé à 535 millions de dollars.

---

7 Sont exclues les redevances perçues par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

❑ Méthode de fixation des tarifs des ministères

Les revenus de tarification peuvent être définis en fonction de la méthode sur laquelle le tarif est déterminé.

Les tarifs déterminés sur la base d'une comparaison avec les prix applicables sur le marché ou appliqués par d'autres gouvernements représentent une proportion de 21 %. Par exemple, le tarif sur le permis d'intervention pour l'approvisionnement de bois sur les terres publiques dépend de la valeur du bois sur pied en forêt privée.

Pour une faible proportion des revenus, les tarifs sont déterminés selon le principe de la récupération des coûts (5 %) ou sur la base du prix de revient du service (1 %).

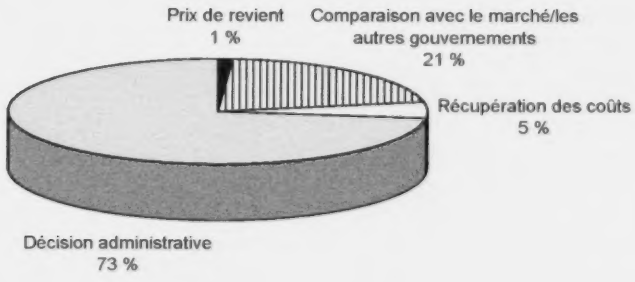
La méthode du prix de revient, qui ramène l'ensemble des coûts par unité de service livrée, diffère de la récupération des coûts, soit la somme globale exigée pour la livraison d'un ensemble de services déterminé.

Par ailleurs, une forte proportion des revenus de tarification des ministères (73 %) a été fixée sur la base de décisions administratives, notamment par règlement, sans pour autant être nécessairement fondée sur une méthodologie de calcul quelconque.

Soulignons qu'avec l'application de la Politique de financement des services publics, les décisions administratives pour la fixation des tarifs seront encadrées puisque les tarifs devront être établis en fonction des coûts du service.

GRAPHIQUE 4

Méthode de fixation des tarifs des ministères, 2009-2010
(en pourcentage des revenus de tarification)



❑ Mécanisme d'indexation et de révision des tarifs

Dans les ministères et organismes budgétaires, les mécanismes d'indexation et de révision des tarifs sont appliqués de façon inégale, certains tarifs étant indexés systématiquement alors que d'autres ne l'étaient pas.

Rappelons qu'en vertu des nouveaux articles de la Loi sur l'administration financière, tous les tarifs qui ne sont pas déjà régis par une règle d'indexation ou de fixation annuelle sont indexés annuellement depuis le 1er janvier 2011.

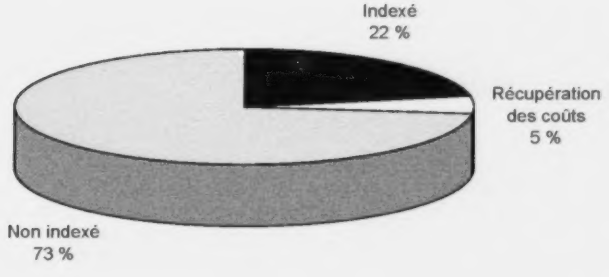
En 2009-2010, 73 % des revenus de tarification des ministères n'ont pas été indexés. Ceci s'explique notamment par le fait que les droits perçus sur les permis de conduire et les immatriculations des véhicules, qui représentent plus des deux tiers de l'ensemble des revenus tarifaires des ministères, n'ont pas été indexés.

Les revenus de tarification qui ont été indexés représentent une proportion de 22 %. Dans certains cas, l'indexation est faite selon différents facteurs tel l'indice des prix à la consommation. Dans d'autres cas, elle se fait en fonction de la valeur commerciale; par exemple, les redevances sur les ressources naturelles varient en fonction de la valeur économique de la ressource.

Par ailleurs, pour 5 % des revenus, les tarifs sont déterminés de manière à récupérer les coûts, ce qui implique qu'ils doivent normalement être révisés systématiquement afin de financer totalement le service.

GRAPHIQUE 5

Indexation et révision des tarifs des ministères, 2009-2010
(en pourcentage des revenus de tarification)



3.2 Organismes consolidés

❑ Revenus de tarification des organismes

Les revenus de tarification perçus par les organismes consolidés[8] et les fonds spéciaux se sont élevés à 2,1 milliards de dollars en 2009-2010, soit 15,2 % de l'ensemble des revenus tarifaires. Globalement, les revenus de tarification représentent 56,4 % des dépenses totales des organismes, lesquelles ont atteint 3,7 milliards de dollars en 2009-2010.

La proportion des dépenses des organismes financée par la tarification est passée de 47,4 % en 2006-2007 à 56,4 % en 2009-2010. Cette hausse est notamment attribuable à la mise en place de nouvelles sources de tarification environnementale.

---

8 Comme pour les ministères, les revenus d'organismes en provenance d'Hydro-Québec, de la CSST ou de la SAAQ fiduciaire sont éliminés afin d'éviter un double comptage. La Commission des lésions professionnelles, par exemple, tire tout le financement de ses opérations d'une contribution de 56 M$ de la CSST. Cette dernière rembourse également 91 M$ à la Régie de l'assurance maladie du Québec.

Des ajustements semblables de 7 M$ et de 44 M$ provenant d'Hydro-Québec sont aussi apportés à la Régie de l'énergie et à l'Agence de l'efficacité énergétique.

La Corporation d'Urgences-santé se voit amputée des revenus réalisés auprès des établissements du réseau de la santé et de la SAAQ.

TABLEAU 4

Revenus de tarification par organisme

(en millions de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Fonds vert	48	165	273	266
Fonds des services de police	236	242	248	252
Société de l'assurance automobile du Québec	156	160	163	185
Agence métropolitaine de transport	107	118	129	132
Fonds d'information foncière	116	124	126	131
Autorité des marchés financiers	84	86	88	88
Fonds des générations	11	46	88	88
Société des établissements de plein air du Québec	80	84	85	88
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun	69	70	73	76
Fonds du service aérien gouvernemental	27	52	64	59
Commission des normes du travail	55	55	60	59
Société de financement des infrastructures locales du Québec	45	48	52	57
Régie du bâtiment du Québec	47	50	51	51
Investissement Québec	32	45	49	92
Régie de l'assurance maladie du Québec	41	46	43	51
Société immobilière du Québec	42	44	36	34
Fonds des registres du ministère de la Justice	30	29	28	28
Société québécoise de récupération et de recyclage	26	27	27	25
Société de développement de la Baie-James	21	22	19	20
Fonds de gestion de l'équipement roulant	18	20	19	20
Centre de services partagés du Québec	29	25	18	23
Régie des installations olympiques	18	20	17	20
Fonds du patrimoine minier	–	–	–	20
Autres	238	235	245	234
TOTAL DES REVENUS TARIFAIRES	**1 576**	**1 813**	**1 999**	**2 100**
TOTAL DES DÉPENSES	**3 324**	**3 614**	**3 539**	**3 721**
Proportion des revenus de tarification par rapport aux dépenses	**47,4 %**	**50,2 %**	**56,5 %**	**56,4 %**

Note : Les revenus détaillés des organismes sont présentés à l'annexe 2.

Les revenus du Fonds vert, qui se chiffrent à 266 millions de dollars en 2009-2010, proviennent principalement des redevances sur les changements climatiques et des redevances sur les matières résiduelles.

Les revenus du Fonds des services de police proviennent de la facturation aux municipalités des services policiers de la Sûreté du Québec.

Les revenus de la SAAQ sont composés des frais d'administration perçus et des droits retenus destinés au contrôle routier.

Les revenus de tarification de l'Agence métropolitaine de transport proviennent à 65 % des recettes de la vente de titres de transport TRAM. Le reste provient des recettes des trains de banlieue et des autobus express métropolitains.

Le Fonds d'information foncière tire ses revenus essentiellement des services d'enregistrement des droits immobiliers (62 %) et de ventes, droits et honoraires reliés à la rénovation cadastrale (34 %).

❑ Les coûts des services tarifés des organismes

Contrairement aux ministères, plusieurs organismes utilisent déjà un système de comptabilité par activité, ce qui leur permet de fournir plus aisément les coûts de leurs services tarifés.

Ainsi, il a été possible de déterminer les coûts pour 78 % des revenus de tarification des organismes[9].

— En 2009-2010, ces revenus couvrent 82 % des coûts de prestation des services tarifés concernés.

— En valeur absolue, cela représente des revenus de tarification de 1,57 milliard de dollars perçus par les organismes pour financer des services dont le coût s'élève à 1,91 milliard de dollars.

9 Sont exclues les redevances versées notamment au Fonds des générations

❑ Méthode de fixation des tarifs des organismes

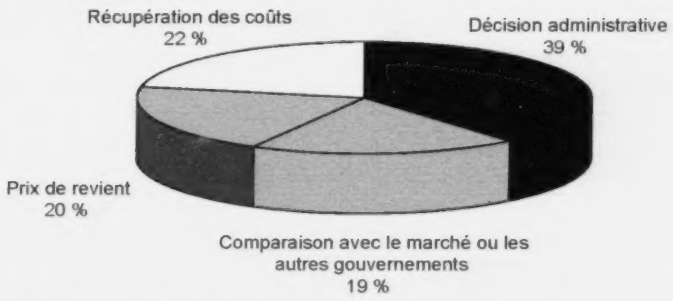
Pour 39 % des revenus de tarification des organismes et des fonds, les tarifs sont établis par décision administrative.

Les méthodes de détermination des tarifs selon le prix de revient ou selon la récupération des coûts sont utilisées dans une proportion respective de 20 % et de 22 %

Finalement, 19 % des revenus de tarification des organismes sont déterminés sur la base d'une comparaison avec le marché ou les autres gouvernements.

GRAPHIQUE 6

Méthode de fixation des tarifs des organismes, 2009-2010
(en pourcentage des revenus de tarification)



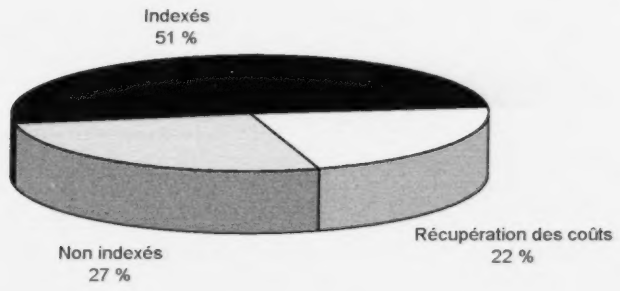
❑ Mécanisme d'indexation et de révision des tarifs

En 2009-2010, une proportion de 27 % des revenus provenait de tarifs non indexés.

Par ailleurs, pour 51 % des revenus, les tarifs ont été indexés alors que pour 22 %, les tarifs ont été déterminés de manière à récupérer les coûts du service.

GRAPHIQUE 7

Indexation et révision des tarifs des organismes, 2009-2010
(en pourcentage des revenus de tarification)



3.3 Secteur de la santé

Les revenus de tarification du secteur de la santé s'élèvent à 3,0 milliards de dollars en 2009-2010. Ils se composent principalement des revenus du réseau de la santé et des primes et contributions des adhérents au Régime public d'assurance médicaments.

Ces revenus de tarification représentent 9,7 % des dépenses totales du secteur de la santé, qui s'élèvent à 31,4 milliards de dollars en 2009-2010.

TABLEAU 5

Revenus de tarification du secteur de la santé
(en millions de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Réseau de la santé	1 377	1 345	1 382	1 434
Assurance médicaments	1 302	1 350	1 457	1 541
Ministère de la Santé et des Services sociaux	10	9	11	8
Régie de l'assurance maladie du Québec	41	46	43	51
Corporation d'Urgences-santé	8	9	8	8
TOTAL DES REVENUS TARIFAIRES	**2 738**	**2 759**	**2 901**	**3 042**
TOTAL DES DÉPENSES DU SECTEUR DE LA SANTÉ	**26 200**	**28 223**	**29 929**	**31 399**
Proportion des revenus de tarification par rapport aux dépenses	**10,5 %**	**9,8 %**	**9,7 %**	**9,7 %**

❑ Réseau de la santé

Pour le réseau de la santé, les revenus de tarification s'élèvent à 1,43 milliard de dollars en 2009-2010.

Ils ne représentent qu'un faible pourcentage du financement total du réseau en raison de la gratuité des services offerts dans ce domaine. Ce pourcentage est resté faible, malgré le fait que les tarifs sont pleinement indexés[10].

TABLEAU 6

Financement du réseau de la santé par les revenus de tarification
(en millions de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Revenus de tarification – Prestations des soins de santé				
Contribution des adultes hébergés	694	662	682	700
Supplément pour chambres privées et semi-privées	68	66	63	62
Prestation fiscale pour enfants placés en famille d'accueil	48	50	50	49
Autres revenus (facturation de services)				
- Établissements publics				
▪ Résidents canadiens	32	32	33	39
▪ Résidents étrangers	32	25	28	31
▪ Solliciteur général	10	10	12	13
▪ Gouvernement du Canada	7	8	8	12
▪ Autres revenus	5	9	8	9
- Établissements privés conventionnés	93	96	97	100
Sous-total – Prestations de soins de santé	**989**	**958**	**981**	**1 015**
Activités commerciales	87	84	91	97
Activités complémentaires	301	303	310	322
TOTAL DES REVENUS TARIFAIRES	**1 377**	**1 345**	**1 382**	**1 434**
Autres sources de financement				
Contributions du gouvernement du Québec et autres sources de revenus	21 573	23 373	24 868	26 073
FINANCEMENT TOTAL DU RÉSEAU DE LA SANTÉ	**22 950**	**24 718**	**26 250**	**27 506**
Proportion des revenus de tarification par rapport au financement total	**6,0 %**	**5,4 %**	**5,3 %**	**5,2 %**

10 Dans le réseau de la santé, la plupart des tarifs sont indexés selon le taux utilisé par la Régie des rentes du Québec. Le taux d'indexation au 1er janvier 2010 est de 0,4 %.

Avec 700 millions de dollars en 2009-2010, la contribution des adultes hébergés représente 69,0 % des revenus reliés à la prestation de soins de santé, ce qui en fait la principale source de revenus tarifaires. Chaque variation de cette contribution a un impact direct sur la proportion des revenus de tarification.

Les revenus des activités complémentaires et des activités commerciales servent à autofinancer des dépenses non reliées à la prestation des soins de santé. On retrouve dans ces catégories de revenus, notamment, les activités reliées à la cafétéria, au stationnement, à la location de téléviseurs et à l'enseignement médical.

❑ L'assurance médicaments

Le Régime public d'assurance médicaments du Québec a été mis en place le 1er janvier 1997. L'inscription à ce régime est obligatoire pour ceux qui ne peuvent être couverts par un régime privé.

En plus d'une prime versée au moment de la production de la déclaration de revenus, les personnes couvertes doivent payer une franchise mensuelle et un certain pourcentage du coût des médicaments. Une contribution mensuelle maximale est établie et tout excédent est à la charge du régime.

Globalement, la part des coûts assumés par la clientèle est demeurée stable à 39,6 % entre 2008-2009 et 2009-2010. Par contre le coût total du régime a augmenté de 5,8 %.

La croissance continue des coûts du régime s'explique notamment par le vieillissement de la population et la croissance du coût des nouveaux médicaments.

TABLEAU 7

Évolution des primes et des coûts du Régime public d'assurance médicaments du Québec
(en millions de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Primes – Adhérents et personnes de plus de 65 ans	698	707	778	817
Contributions des adhérents (franchise et coassurance)	604	643	679	724
TOTAL DES PRIMES ET CONTRIBUTIONS	**1 302**	**1 350**	**1 457**	**1 541**
Coût pour le gouvernement	1 948	2 155	2 222	2 352
COÛT TOTAL DU RÉGIME	**3 250**	**3 505**	**3 679**	**3 893**
Pourcentage des primes et contributions sur le coût total du régime	**40,1 %**	**38,5 %**	**39,6 %**	**39,6 %**

Les adhérents, soit tous les gens en âge de travailler qui ne sont pas couverts par un régime privé, assument 74,9 % des coûts des médicaments qu'ils consomment; cette proportion est de 38,0 % chez les personnes de 65 ans ou plus. Les prestataires d'aide financière de dernier recours obtiennent gratuitement les médicaments dont ils ont besoin.

TABLEAU 8

Financement du Régime public d'assurance médicaments, par catégorie de clientèle, en 2009-2010
(en millions de dollars)

	Adhérents	Personnes de 65 ans ou plus	Prestataires d'aide financière	Total
Primes	415	402	0	817
Contributions (franchise et coassurance)	234	490	0	724
TOTAL DES PRIMES ET CONTRIBUTIONS	**649**	**892**	**0**	**1 541**
TOTAL DES DÉPENSES	**867**	**2 346**	**680**	**3 893**
Proportion des primes et des contributions par rapport au coût total	**74,9 %**	**38,0 %**	**0 %**	**39,6 %**

3.4 Réseau de l'éducation

Les revenus de tarification du réseau de l'éducation s'élèvent à 2,0 milliards de dollars en 2009-2010. Ils proviennent notamment des frais de scolarité, des frais administratifs et de la vente de biens et services.

TABLEAU 9

Financement du réseau de l'éducation par les revenus de tarification
(en millions de dollars)

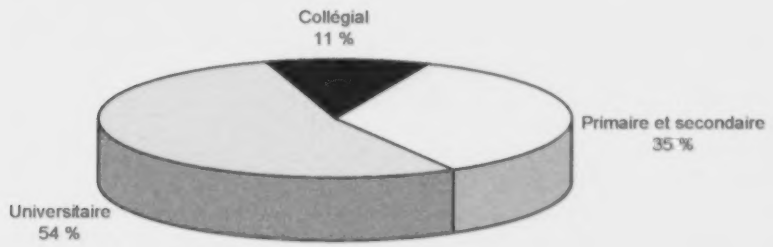
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Revenus de tarification				
Primaire et secondaire	770	796	694	723
Collégial	209	214	227	230
Universitaire	896	953	1 027	1 094
TOTAL DES REVENUS TARIFAIRES	**1 875**	**1 963**	**1 948**	**2 047**
Autres sources de financement				
Contributions du gouvernement du Québec	12 577	13 336	14 255	14 588
Taxes scolaires	1 264	1 386	1 433	1 475
FINANCEMENT DU RÉSEAU DE L'ÉDUCATION(1)	**15 716**	**16 685**	**17 636**	**18 110**
Proportion des revenus de tarification par rapport au financement	**11,9 %**	**11,8 %**	**11,0 %**	**11,3 %**

(1) Le financement n'inclut pas les contributions du gouvernement fédéral, les subventions non gouvernementales ainsi que les revenus provenant de placements et de fondations.

Les revenus de tarification du réseau de l'éducation se retrouvent à 54 % dans les universités, à 35 % au niveau primaire et secondaire et à 11 % au collégial.

GRAPHIQUE 8

Répartition des revenus de tarification du réseau de l'éducation, 2009-2010(1)



(1) Sont inclus les services de garde à 7 $ en milieu scolaire.

❑ Éducation primaire et secondaire

De tout le réseau de l'éducation, le niveau primaire et secondaire est celui qui a le plus faible pourcentage de financement par tarification de ses activités. Ceci s'explique par la gratuité de l'éducation à ce niveau.

Les principaux revenus de tarification du niveau primaire et secondaire proviennent du recouvrement des dépenses (activités administratives, d'enseignement et de formation), des services de garde à 7 $ et des autres activités (exemple : les activités extrascolaires). Les revenus de ces trois postes s'élèvent à 558 millions de dollars et représentent 77,2 % des revenus tarifaires.

Le taux de financement est demeuré stable à 6,3 % pour une deuxième année consécutive, mais en baisse par rapport aux exercices d'avant 2008-2009.

TABLEAU 10

Financement de l'éducation primaire et secondaire par les revenus de tarification
(en millions de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Revenus de tarification				
Droits de scolarité				
- Adultes	10	9	9	10
- Autres	8	8	9	10
Revenus pour des activités d'enseignement	41	45	47	46
Ventes de biens et services				
- Résidences	1	1	1	1
- Services alimentaires	20	20	15	18
- Services de garde à plus de 7 $	23	23	30	31
- Services de garde à 7 $	150	154	214	220
- Transport scolaire	11	10	11	11
- Autres activités	184	205	89	90
- Location d'immeubles	33	33	36	38
- Recouvrement	289	288	233	248
TOTAL DES REVENUS TARIFAIRES	**770**	**796**	**694**	**723**
Autres sources de financement				
Contributions du gouvernement du Québec	8 133	8 592	8 917	9 220
Taxes scolaires	1 264	1 386	1 433	1 475
FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION PRIMAIRE ET SECONDAIRE	**10 167**	**10 774**	**11 044**	**11 418**
Pourcentage des revenus de tarification par rapport au financement	**7,6 %**	**7,4 %**	**6,3 %**	**6,3 %**

❑ Éducation collégiale

Dans les collèges, la vente de biens et services est la source de tarification la plus importante : elle génère un peu plus du tiers des revenus de tarification en 2009-2010. Les droits d'inscription et les droits de scolarité représentent le quart des revenus de tarification.

Le pourcentage des revenus de tarification par rapport au financement total est passé de 10,6 % en 2008-2009 à 10,1 % en 2009-2010.

TABLEAU 11

Financement de l'éducation collégiale par les revenus de tarification
(en millions de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Revenus de tarification				
Droits d'inscription et droits de scolarité				
– Étudiants canadiens (y compris les droits spéciaux associés à la réussite)	51	54	57	61
– Étudiants non-résidents du Québec	1	1	1	1
– Étudiants étrangers	2	2	2	2
Ventes de biens et services	73	76	80	82
Locations	16	17	20	20
Autres revenus	66	64	67	64
TOTAL DES REVENUS TARIFAIRES	**209**	**214**	**227**	**230**
Autres sources de financement				
Contributions du gouvernement du Québec	1 694	1 814	1 908	2 047
FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION COLLÉGIALE	**1 903**	**2 028**	**2 135**	**2 277**
Pourcentage des revenus de tarification par rapport au financement	**11,0 %**	**10,5 %**	**10,6 %**	**10,1 %**

❑ Éducation universitaire

Dans le cas des universités, le montant des droits de scolarité, estimé à 421 millions de dollars, constitue la source de revenus tarifaires la plus importante de 2009-2010.

L'augmentation estimée des revenus tarifaires a permis de relever en 2009-2010 le pourcentage des revenus de tarification par rapport au financement total de l'éducation universitaire au niveau des exercices 2006-2007 et 2007-2008.

TABLEAU 12

Financement de l'éducation universitaire par les revenus de tarification
(en millions de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010[1]
Revenus de tarification				
Droits de scolarité	345	364	396	421
Montants forfaitaires des étudiants canadiens non-résidents du Québec	35	36	39	41
Montants forfaitaires des étudiants étrangers	56	62	87	87
Frais d'admission, d'inscription et d'amendes	59	78	76	n/d
Cotisations aux services aux étudiants	47	49	53	n/d
Ventes aux étudiants	75	73	81	n/d
Ventes externes				
- Enseignement	37	43	40	n/d
- Recherche	5	6	8	n/d
- Soutien (administration, bibliothèque, informatique et autres)	40	39	41	n/d
- Services à la collectivité	22	23	29	n/d
- Services aux étudiants	30	31	34	n/d
- Services auxiliaires (résidences, cafétéria et autres)	138	142	137	n/d
Ententes avec le Nouveau-Brunswick et l'Ontario	7	7	7	n/d
TOTAL DES REVENUS TARIFAIRES	**896**	**953**	**1 028**	**1 093**
Autres sources de financement				
Contributions du gouvernement du Québec	2 750	2 930	3 428	3 321
FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION UNIVERSITAIRE[2]	**3 646**	**3 883**	**4 456**	**4 423**
Pourcentage des revenus de tarification par rapport au financement	**24,6 %**	**24,5 %**	**23,1 %**	**24,8 %**

(1) Les données relatives aux universités ne sont pas disponibles pour l'exercice 2009-2010. Les montants qui figurent au tableau ont été déterminés par extrapolation des données antérieures par le ministère des Finances.
(2) Le financement n'inclut pas les contributions du gouvernement fédéral, les subventions non gouvernementales ainsi que les revenus provenant de placements et de fondations.

3.5 Services de garde

Le nombre de places de garde[11] à contribution réduite a augmenté de près de 4 200 en 2009-2010, pour atteindre plus de 210 000. Il s'agit d'une croissance de 2,0 % par rapport à l'année précédente.

TABLEAU 13

Nombre de places de garde à contribution réduite

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Centres de la petite enfance	75 934	77 165	77 864	79 547
Milieu familial	88 645	88 771	91 582	91 607
Garderies subventionnées	34 027	35 230	36 377	38 865
TOTAL	**198 606**	**201 166**	**205 823**	**210 019**

Source : Ministère de la Famille et des Aînés.

Au cours de la dernière année, la contribution gouvernementale par enfant a augmenté de 1,83 $ par jour dans les centres de la petite enfance, soit 4,1 %, comparativement à une augmentation de 0,14 $ ou 0,7 % en milieu familial et de 1,60 $ ou 4,3 % dans les garderies subventionnées.

En 2009-2010, le coût des places en milieu familial assumé par le gouvernement a augmenté de 1,07 $ par rapport à 2006-2007 pour atteindre 20,74 $, alors que dans les centres de la petite enfance et les garderies subventionnées, ce coût augmentait de 6,60 $ et de 5,52 $ pour atteindre 46,74 $ et 38,69 $ respectivement.

11 Sont exclus les services de garde en milieu scolaire, qui font partie du secteur de l'éducation primaire et secondaire.

TABLEAU 14

Contributions gouvernementale et parentale moyennes par place annualisée
(en dollars)

	Contribution gouvernementale				
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Contribution parentale (7 $) / coût total en 2009-2010
Centres de la petite enfance	40,14	42,56	44,91	46,74	13,0 %
Milieu familial	19,67	20,15	20,60	20,74	25,2 %
Garderies subventionnées	33,17	35,15	37,09	38,69	15,3 %

Source : Ministère de la Famille et des Aînés

En 2009-2010, la contribution d'un parent pour une place dans un centre de la petite enfance représente 13,0 % du coût total, alors qu'elle est de 15,3 % dans les garderies subventionnées et de 25,2 % en milieu familial.

Pour l'année 2009-2010, les revenus provenant des places à contribution réduite à 7 $ totalisent 350 millions de dollars.

Globalement, depuis 2006-2007, la proportion des dépenses pour les services de garde financée par la contribution à 7 $ a diminué, passant de 16,5 % à 15,4 %.

TABLEAU 15

Financement des services de garde
(en millions de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Contribution parentale à 7 $	316	335	344	350
Contribution gouvernementale	1 599	1 707	1 821	1 921
COÛT TOTAL	**1 915**	**2 042**	**2 165**	**2 271**
Proportion financée par la contribution parentale à 7 $	**16,5 %**	**16,4 %**	**15,9 %**	**15,4 %**

Sources : Ministère de la Famille et des Aînés et comptes publics

3.6 Régimes d'assurance

Les revenus des régimes d'assurance proviennent des primes et des cotisations des adhérents. Ils s'élèvent à 6,6 milliards de dollars en 2009-2010.

TABLEAU 16

Revenus des régimes d'assurance
(en millions de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
CSST[1]	2 262	2 278	2 277	2 342
SAAQ[1]	698	709	808	954
Assurance médicaments[2]	1 302	1 350	1 457	1 541
Assurance parentale[1][3]	1 184	1 233	1 344	1 511
Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles	134	162	256	231
Fonds d'assurance-récolte	25	28	27	30
TOTAL	**5 605**	**5 760**	**6 169**	**6 609**

(1) L'exercice financier de la CSST, de la SAAQ et du Régime québécois d'assurance parentale se termine le 31 décembre.
(2) Les détails sur l'assurance médicaments ont déjà été présentés dans la sous-section 3.3 « Secteur de la santé ».
(3) Le Régime québécois d'assurance parentale a été mis en place en 2006.

❑ La SAAQ et la CSST

La SAAQ et la CSST doivent autofinancer la couverture des services qu'elles offrent par les cotisations des adhérents. Les coûts de la prestation de leurs services et les tarifs qui en découlent sont basés en tout ou en partie sur des évaluations actuarielles. Les déficits enregistrés par les deux régimes en 2008-2009 découlent des pertes enregistrées par la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), alors que les deux régimes avaient presque atteint la pleine capitalisation de leur fonds. Les deux organismes ont dégagé un excédent en 2009-2010.

Depuis 2008, la SAAQ ajuste les contributions d'assurance. Du côté de la CSST, les pertes enregistrées à la CDPQ n'ont pas eu d'influence sur le taux moyen des primes en 2009. Pour 2010, ce taux est passé de 2,10 $ à 2,19 $, l'augmentation résultant surtout de l'amortissement des pertes de la CDPQ.

TABLEAU 17

Résultats du Fonds d'assurance automobile du Québec
(en millions de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Assurance automobile (SAAQ)				
Cotisations au régime	698	709	808	953
Revenus de placement et autres	1 046	501	– 2 134	502
TOTAL DES REVENUS	**1 744**	**1 210**	**– 1 326**	**1 455**
Dépenses	– 1 432	– 1 272	– 1 172	– 1 081
Excédent (déficit) du régime	**312**	**– 62**	**– 2 498**	**374**

TABLEAU 18

Résultats du Fonds de la santé et de la sécurité du travail
(en millions de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Assurance santé et sécurité du travail (CSST)				
Cotisations au régime	2 262	2 278	2 277	2 342
Revenus de placement et autres	1 479	634	– 2 946	766
TOTAL DES REVENUS	**3 741**	**2 912**	**– 669**	**3 108**
Dépenses	– 2 700	– 3 241	– 2 746	– 2 712
Excédent (déficit) du régime	**1 041**	**– 329**	**– 3 415**	**396**

❑ L'assurance parentale

Le Régime québécois d'assurance parentale prévoit le versement de prestations à tous les travailleurs et travailleuses admissibles qui prennent un congé de maternité, de paternité, parental ou d'adoption. Il est entré en vigueur en 2006.

En 2009-2010, le régime a enregistré un déficit de 180 millions de dollars. Sur la base d'évaluations actuarielles, les taux de cotisation ont été haussés de 4,5 % le 1er janvier 2010.

TABLEAU 19

Régime québécois d'assurance parentale
(en millions de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Cotisations au régime	1 184	1 233	1 344	1 511
Autres revenus	224	19	8	4
TOTAL DES REVENUS	**1 408**	**1 252**	**1 352**	**1 515**
Dépenses	– 1 199	– 1 488	– 1 604	– 1 695
Excédent (déficit) du régime	**209**	**– 236**	**– 252**	**– 180**
Pourcentage des cotisations sur le coût total du régime	**98,7 %**	**82,9 %**	**83,8 %**	**89,1 %**

❑ Le Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles et le Fonds d'assurance-récolte

Dans le cas de l'assurance-stabilisation et de l'assurance-récolte, les primes versées par les adhérents représentent environ le tiers des coûts des régimes en 2009-2010.

Le gouvernement, par l'intermédiaire de La Financière agricole du Québec, contribue au Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles à hauteur de 2 $ par dollar versé par les adhérents. Le fonds, dont le but est de garantir un revenu annuel net positif aux adhérents, accuse un déficit cumulé de 770 millions de dollars au 31 mars 2010.

La contribution des adhérents en proportion des compensations reçues est passée de 30,6 % en 2008-2009 à 39,7 % en 2009-2010. La baisse des compensations aux adhérents a permis de dégager un excédent de 106 millions de dollars et de réduire d'autant le déficit accumulé. Le pourcentage des contributions des adhérents sur les compensations reçues augmente depuis 2006-2007.

TABLEAU 20

Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles
(en millions de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Contributions des adhérents	134	162	256	231
Contributions de La Financière agricole du Québec	269	323	512	461
TOTAL DES REVENUS	**403**	**485**	**768**	**692**
Compensations aux adhérents	– 601	– 632	– 836	– 582
Autres dépenses	– 27	– 36	– 18	– 4
TOTAL DES DÉPENSES	**– 628**	**– 668**	**– 854**	**– 586**
Excédent (déficit)	**– 225**	**– 183**	**– 86**	**106**
Pourcentage de contributions des adhérents sur les compensations reçues	**22,3 %**	**25,6 %**	**30,6 %**	**39,7 %**

Le Fonds d'assurance-récolte vise à protéger les rendements des récoltes contre les risques incontrôlables non imputables à l'intervention humaine. La contribution des adhérents, en proportion des indemnités reçues, est passée de 33,8 % en 2008-2009 à 24,6 % en 2009-2010 à la suite d'une augmentation de 52 % des indemnités versées. Malgré le déficit de 38 millions de dollars en 2009-2010, le fonds affiche tout de même un excédent cumulé de 37 millions de dollars au 31 mars 2010.

Les indemnités versées en 2009-2010 sont les plus élevées des dernières années. Les conditions climatiques défavorables de l'été 2009 (excès de pluie et manque de chaleur) ont affecté la qualité des récoltes, principalement pour les productions de maïs-grain, fourrage, culture maraîchère et soya.

TABLEAU 21

Fonds d'assurance-récolte
(en millions de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Contributions des adhérents	25	28	27	30
Contributions de La Financière agricole du Québec	38	42	42	47
Autres revenus	6	12	1	7
TOTAL DES REVENUS	**69**	**82**	**70**	**84**
Indemnités aux adhérents	– 73	– 43	– 80	– 122
Autres dépenses	4	– 7	– 22	0
TOTAL DES DÉPENSES	**– 69**	**– 50**	**– 102**	**– 122**
Excédent (déficit)	**0**	**32**	**– 32**	**– 38**
Pourcentage des contributions des adhérents sur les indemnités reçues	**34,3 %**	**64,9 %**	**33,8 %**	**24,6 %**

4. HYDRO-QUÉBEC

❑ Revenus

Les revenus de vente d'électricité[12] au Québec se sont élevés à 10,5 milliards de dollars en 2009, soit une augmentation de 1,0 % ou 104 millions de dollars par rapport à 2008.

TABLEAU 22

Ventes totales d'électricité au Québec
(en millions de dollars)

	2006	2007	2008	2009
Domestique et agricole	3 775	4 144	4 300	4 500
Générale et institutionnelle	2 356	2 602	2 687	2 662
Industrielle et autres	3 271	3 622	3 458	3 387
TOTAL	**9 402**	**10 368**	**10 445**	**10 549**

La hausse de 104 millions de dollars des produits de la vente d'électricité au Québec résulte principalement des températures froides de l'hiver 2009, qui ont fait grimper la consommation domestique et agricole, mais elle tient compte d'une baisse de la demande pour une deuxième année consécutive dans la catégorie industrielle, notamment à cause de l'impact de la récession.

❑ Méthode de fixation des tarifs et mécanisme d'indexation

La Régie de l'énergie a la compétence exclusive pour fixer les tarifs, à la suite d'audiences publiques. Elle fixe ou modifie les conditions et les tarifs auxquels l'électricité est transportée et distribuée en tenant compte des préoccupations économiques, sociales et environnementales que peut lui indiquer le gouvernement par décret.

12 Les informations présentées dans cette section sont tirées du rapport annuel 2009 d'Hydro-Québec. Les données sont présentées par année civile.

En vertu des dispositions législatives qui encadrent ses activités, la Régie de l'énergie fixe les tarifs applicables par Hydro-Québec Distribution aux consommateurs. Ces tarifs sont établis à partir de quatre composantes, soit :

— les coûts de l'électricité achetée par Hydro-Québec Distribution à Hydro-Québec Production ou à d'autres fournisseurs (ce que l'on appelle les coûts de fourniture);

— les coûts de transport de cette électricité qu'Hydro-Québec Distribution doit acquitter à Hydro-Québec TransÉnergie;

— les coûts de distribution auprès des consommateurs;

— une juste rémunération des actifs d'Hydro-Québec Distribution, c'est-à-dire du capital investi par l'État actionnaire dans la distribution.

Cependant, selon la Loi sur la Régie de l'énergie, le coût de fourniture est fixé à 2,79 ¢/kWh pour un volume de 165 TWh représentant la consommation patrimoniale.

Pour l'électricité post-patrimoniale vendue au Québec au-delà des 165 TWh, le tarif inclut les quatre composantes du coût.

Par ailleurs, la Régie de l'énergie a pour mandat de se prononcer sur les demandes d'Hydro-Québec, sur qui repose la responsabilité de demander la révision des tarifs d'électricité.

5. LES MESURES COMPENSATOIRES ADOPTÉES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN FAVEUR DES MÉNAGES À FAIBLE REVENU

5.1 Mesures fiscales de soutien au revenu

Différentes mesures fiscales de soutien au revenu viennent hausser le revenu disponible des ménages québécois à faible revenu, notamment :

— le soutien aux enfants, qui améliore particulièrement le revenu des familles à faible et à moyen revenus;

— la prime au travail, qui encourage les prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours à intégrer le marché du travail;

— le crédit d'impôt remboursable pour le maintien à domicile d'une personne âgée, qui vise à soutenir les personnes âgées afin qu'elles puissent demeurer le plus longtemps possible dans leur propre résidence.

— le crédit d'impôt remboursable pour la taxe de vente du Québec[13], qui a pour but d'alléger le fardeau des taxes pour les contribuables à faible et à moyen revenus;

— le remboursement d'impôts fonciers[13], qui vise à réduire le fardeau des impôts fonciers que doivent supporter les contribuables à faible et à moyen revenus habitant dans des localités où le fardeau fiscal municipal est relativement élevé;

— l'indexation du régime d'imposition des particuliers.

---

13 Le crédit d'impôt remboursable pour la taxe de vente du Québec ainsi que le remboursement d'impôts fonciers sont remplacés par le nouveau crédit d'impôt pour la solidarité afin de mieux compenser l'impact des hausses de taxes sur le revenu disponible des ménages les moins bien nantis.

5.2 Mesures spécifiques destinées à compenser la hausse de certains tarifs

Des mesures spécifiques déjà mises en œuvre permettent de compenser la hausse de certains tarifs pour les ménages à faible revenu.

Dans le domaine de la santé, des prestations spéciales sont accordées aux prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours pour couvrir certains frais médicaux[14]. Le gouvernement offre également des crédits d'impôt remboursable et non remboursable pour frais médicaux.

Pour le réseau de l'éducation, le calcul de l'aide financière aux études sous forme de prêts et bourses tient compte des contributions et des dépenses normalement liées à la poursuite des études, dont les frais de scolarité, ainsi que du revenu des étudiants et de leurs parents, le cas échéant. À ceci s'ajoute une aide fiscale qui permet à tous les étudiants de bénéficier d'un crédit d'impôt non remboursable pour les droits de scolarité ou d'examen[15].

Par ailleurs, les bénéficiaires d'une habitation à loyer modique (HLM) ou d'un supplément au loyer ne consacrent pas plus de 25 % de leur revenu en frais de logement. Comme le coût du chauffage est inclus au loyer, il est en partie assumé par le programme[16].

— En parallèle, avec le programme Allocation-logement, le gouvernement du Québec offre une aide financière destinée à certains ménages à faible revenu qui consacrent une part trop importante de leur budget pour payer leur loyer. Les coûts d'électricité sont inclus dans le calcul de l'aide financière.

Pour les services de garde, aucune contribution n'est assumée par les bénéficiaires des programmes d'aide financière de dernier recours pour l'équivalent de deux jours et demi ou cinq demi-journées par semaine.

Pour le transport en commun, les personnes âgées et les étudiants, qui ont généralement des revenus inférieurs à la moyenne, paient des tarifs inférieurs.

Pour le Régime public d'assurance médicaments, la gratuité des médicaments est accordée aux bénéficiaires des programmes d'aide financière de dernier recours, de même qu'à certaines personnes âgées à faible revenu.

Depuis janvier 2006, les seuils d'admissibilité à l'aide juridique ont été haussés, permettant ainsi d'accroître les ressources à la disposition des ménages à faible revenu.

---

14 Par exemple, le transport par ambulance, les orthèses, les prothèses, les lunettes et les lentilles.

15 Par ailleurs, les intérêts payés sur un prêt étudiant donnent également droit à un crédit d'impôt non remboursable.

16 Par contre, les locataires doivent payer l'électricité (éclairage, appareils domestiques, eau chaude, etc.).

Le 1er mai 2009, le salaire minimum a été augmenté de 0,50 $, passant de 8,50 $ à 9,00 $ l'heure. Il a de nouveau été augmenté de 0,50 $ le 1er mai 2010 pour atteindre 9,50 $ l'heure.

Enfin, depuis 2005, les prestations du programme de solidarité sociale, visant les personnes ayant des contraintes sévères à l'emploi, sont indexées au même taux que celui qui sert à l'indexation du régime d'imposition des particuliers. De plus, depuis 2009, les prestations du programme d'aide sociale visant les personnes aptes au travail sont également pleinement indexées, alors qu'elles l'étaient à demi-taux auparavant.

TABLEAU 23

Tableau synthèse des mesures compensatoires destinées aux ménages à faible revenu

	Mesures compensatoires
Réseau de la santé	– Prestations spéciales pour les bénéficiaires des programmes d'aide financière de dernier recours – Crédits d'impôt remboursable et non remboursable pour frais médicaux – Exemption de payer la contribution santé en fonction du revenu familial
Réseau de l'éducation	– Aide financière aux études – Crédit d'impôt non remboursable pour les droits de scolarité ou d'examen – Crédit d'impôt à l'égard des intérêts payés sur un prêt étudiant
Tarifs d'électricité	– Programme Supplément au loyer – Habitations à loyer modique – Programme Allocation-logement
Services de garde à 7 $ par jour	– Aucune contribution pour deux jours et demi ou cinq demi-journées par semaine pour les bénéficiaires des programmes d'aide financière de dernier recours
Transport en commun	– Tarifs moins élevés pour les personnes âgées et les étudiants
Régime public d'assurance médicaments	– Gratuité des médicaments prescrits pour les bénéficiaires des programmes d'aide financière de dernier recours – Prime établie en fonction du revenu familial – Carnet de réclamation pour les travailleurs qui bénéficiaient des prestations des programmes d'aide financière de dernier recours – Gratuité des médicaments prescrits pour les personnes âgées recevant au moins 94 % du supplément de revenu garanti
Mesures fiscales d'application générale	– Prime au travail – Soutien aux enfants – Crédit d'impôt remboursable pour maintien à domicile d'une personne âgée – Crédit d'impôt remboursable pour la taxe de vente du Québec(1) – Remboursement d'impôts fonciers(1) – Indexation du régime d'imposition des particuliers
Autres mesures d'application générale	– Bonification du salaire minimum – Indexation des prestations des programmes d'aide financière de dernier recours – Aide juridique

(1) Le crédit d'impôt remboursable pour la taxe de vente du Québec ainsi que le remboursement d'impôts fonciers sont remplacés par le nouveau crédit d'impôt pour la solidarité.

6. REVENUS DÉTAILLÉS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES

Les données présentées dans les annexes qui suivent proviennent des informations recueillies auprès de tous les ministères et organismes.

Les revenus de tarification détaillés sont présentés en ordre alphabétique des ministères puis des organismes. Ces données, qui portent sur les exercices 2006-2007 à 2009-2010, sont présentées pour deux catégories de revenus, soit les « droits et permis » et les « ventes de biens et services ».

Les données des ministères comprennent celles de leurs organismes budgétaires, le cas échéant, à l'exception des organismes budgétaires suivants, qui sont présentés séparément :

— Régie du logement;

— Commission de protection du territoire agricole du Québec;

— Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec;

— Curateur public du Québec;

— Office de la protection du consommateur;

— Régie des alcools, des courses et des jeux;

— Sûreté du Québec;

— Commission des transports du Québec.

Légende
La colonne « Base de fixation » indique si le tarif est fixé : – selon le prix du marché ou comparable à celui d'une autre juridiction (MAJ); – selon le prix de revient (PR); – de façon à récupérer des coûts (RC); – par décision administrative (DA). Les catégories de revenus de tarification inférieures à 500 $ ne sont pas prises en compte dans ces annexes.

ANNEXE 1 :
TABLEAUX DÉTAILLÉS DES REVENUS DE TARIFICATION DES MINISTÈRES

❑ Liste des tableaux

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE 48

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION 48

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION (SUITE) 49

ASSEMBLÉE NATIONALE 50

CONSEIL EXÉCUTIF 50

CULTURE, COMMUNICATIONS ET CONDITION FÉMININE 50

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS 51

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION 51

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT 52

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE 52

FAMILLE ET AÎNÉS 52

FINANCES 53

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES 53

JUSTICE 54

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE 55

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE 56

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE (SUITE) 57

REVENU 58

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX 58

SÉCURITÉ PUBLIQUE 59

SÉCURITÉ PUBLIQUE (SUITE) 60

TRANSPORTS 61

TRANSPORTS (SUITE) 62

TRAVAIL 62

Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
RÉGIE DU LOGEMENT					
Droits et permis					
Frais exigibles par la Régie du logement	4 485	4 561	4 746	4 780	DA
Sous-total	**4 485**	**4 561**	**4 746**	**4 780**	
Ventes de biens et services					
Photocopies de documents	19	18	19	22	RC
Sous-total	**19**	**18**	**19**	**22**	
TOTAL	**4 504**	**4 579**	**4 765**	**4 802**	

Agriculture, Pêcheries et Alimentation
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
MINISTÈRE					
Droits et permis					
Régie des marchés agricoles	53	68	22	68	RC
Études de dossiers	331	526	441	466	RC
Vente et mélange d'aliments médicamenteux	40	42	40	40	RC
Ventes à l'encan	6	3	3	3	RC
Mise en marché	81	100	104	140	RC
Abattoir et atelier	214	237	231	229	RC
Inséminateurs	63	65	65	69	RC
Pêche commerciale	91	128	93	113	RC
Préparation ou mise en conserve du poisson	62	63	61	67	RC
Restauration et vente au détail d'aliments	11 062	11 183	11 309	11 295	RC
Sous-total	**12 003**	**12 415**	**12 369**	**12 489**	
Ventes de biens et services					
Cours	0	2	0	0	—
Eau	1	102	126	93	RC
Location de terrains et bâtisses	11	12	15	12	RC
Cale de halage	47	54	61	60	RC
Location de services de personnel	2	0	0	0	RC
Aide technique et soutien	67	65	73	71	RC
Autres aides à l'agriculteur	1 015	1 010	1 041	1 038	RC
Analyse de l'eau potable	8	12	17	19	RC
Accès à l'information	1	0	0	0	MAJ
Sous-total	**1 152**	**1 257**	**1 334**	**1 293**	
TOTAL	**13 154**	**13 670**	**13 703**	**13 782**	

Agriculture, Pêcheries et Alimentation (suite)
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
COMMISSION DE PROTECTION DU TERRITOIRE AGRICOLE DU QUÉBEC					
Droits et permis					
Études de dossiers	10	9	19	11	DA
Demande d'autorisation – Zone agricole	588	561	571	608	DA
Attestation – LPTAA[1]	22	21	16	14	DA
Enlèvement du sol arable	17	18	9	19	DA
Acte déclaratoire	98	103	103	116	DA
Sous-total	**735**	**711**	**718**	**768**	
Ventes de biens et services					
Photocopies de documents	2	3	2	2	DA
Plans de zone agricole	8	4	1	1	DA
Sous-total	**10**	**7**	**3**	**3**	
TOTAL	**745**	**718**	**721**	**771**	
RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC					
Droits et permis					
Études de dossiers	9	9	10	9	RC
Ventes à l'encan	0	1	0	0	RC
Commercialisation des grains	207	218	219	216	RC
Mise en marché	2	2	2	2	RC
Sous-total	**219**	**230**	**231**	**227**	
Ventes de biens et services					
Photocopies de documents	29	31	38	30	RC
Cours	37	35	40	50	RC
Inspection des grains	6	6	11	6	RC
Nécessaire d'échantillonnage	1	0	1	1	RC
Location de services de personnel	0	0	13	0	RC
Cotisations – Surveillance de l'utilisation du lait	469	352	504	565	RC
Cotisations – Surveillance des quotas, producteurs de volailles	40	57	58	28	RC
Aide technique et soutien	2	4	3	2	RC
Sous-total	**584**	**485**	**668**	**683**	
TOTAL	**803**	**715**	**899**	**910**	
TOTAL – MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION	**14 702**	**15 103**	**15 323**	**15 463**	

(1) Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles.

Assemblée nationale
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	2 421	2 584	2 703	2 348	MAJ
Boutique de l'Assemblée nationale	189	332	319	360	RC
Sous-total	**2 610**	**2 916**	**3 022**	**2 708**	
TOTAL	**2 610**	**2 916**	**3 022**	**2 708**	

Conseil exécutif
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Vente de biens et services					
Formules et documents	4	0	0	0	DA
Matériel et fournitures	0	0	0	2	DA
Sous-total	**4**	**0**	**0**	**2**	
Total	**4**	**0**	**0**	**2**	

Culture, Communications et Condition féminine
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Photocopies de documents	2	0	3	1	PR
Cours	501	—	—	—	—
Matériel didactique	14	—	—	—	—
Frais d'admission	46	—	—	—	—
Aide technique et soutien	193	—	—	—	—
Sous-total	**756**	**0**	**3**	**1**	
TOTAL	**756**	**0**	**3**	**1**	

Développement durable, Environnement et Parcs
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Accréditation de laboratoires privés et municipaux	527	585	638	663	MAJ
Régime des eaux	1 406	427	876	1 211	DA
Sécurité des barrages	1 126	1 667	1 054	1 396	DA
Droits pour activités commerciales	0	1	2	2	DA
Attestations d'assainissement	575	619	536	1 411	DA
Droits relatifs à la protection de l'environnement	1 062	1 784	966	889	DA
Sous-total	**4 696**	**5 084**	**4 072**	**5 572**	
Ventes de biens et services					
Formulaires, documentation et information	60	58	45	56	DA
Location du domaine hydrique à des fins aquicoles	24	6	37	26	DA
Terrains et bâtisses	295	653	213	120	DA
Location et concessions	1 101	884	1 148	1 071	DA
Gestion des barrages publics	661	1 246	1 257	1 245	DA
Analyse environnementale	1 883	—	—	—	—
Ventes de biens et services – Unités autonomes de services	—	2 010	2 754	1 832	DA
Sous-total	**4 024**	**4 858**	**5 454**	**4 349**	
TOTAL	**8 720**	**9 942**	**9 526**	**9 921**	

Développement économique, Innovation et Exportation
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Études de dossiers	39	35	32	31	PR
Rembourrage	1 043	1 076	1 167	1 146	DA
Visa – Crédit d'impôt pour le design	40	79	89	121	PR
Sous-total	**1 122**	**1 190**	**1 288**	**1 299**	
TOTAL	**1 122**	**1 190**	**1 288**	**1 299**	

Éducation, Loisir et Sport
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Établissements d'enseignement privé	20	6	1	2	DA
Sous-total	**20**	**6**	**0**	**2**	
Ventes de biens et services					
Recouvrements de tiers	7 593	7 344	6 996	6 353	DA
Frais de révision d'examens	8	8	6	5	DA
Sous-total	**7 601**	**7 352**	**7 002**	**6 358**	
TOTAL	**7 621**	**7 358**	**7 003**	**6 360**	

Emploi et Solidarité sociale
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Frais de perception	2 040	2 143	2 130	2 080	RC
Accès à l'information	2	3	1	1	RC
Sous-total	**2 042**	**2 147**	**2 131**	**2 081**	
TOTAL	**2 042**	**2 147**	**2 131**	**2 081**	

Famille et Aînés
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
MINISTÈRE					
Droits et permis					
Études de dossiers	54	53	167	40	DA
Sous-total	**54**	**53**	**167**	**40**	
TOTAL	**54**	**53**	**167**	**40**	
CURATEUR PUBLIC					
Droits et permis					
Honoraires – Dossiers publics	5 918	6 403	6 730	7 750	PR
Honoraire de gestion de portefeuille – Dossiers publics	3 306	3 427	3 457	2 865	MAJ
Sous-total	**9 224**	**9 830**	**10 187**	**10 615**	
TOTAL	**9 224**	**9 830**	**10 187**	**10 615**	
TOTAL – FAMILLE ET AÎNÉS	**9 278**	**9 883**	**10 354**	**10 655**	

Finances
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Honoraires de garantie	—	—	—	18 691	MAJ
Sous-total	**—**	**—**	**—**	**18 691**	
TOTAL	**—**	**—**	**—**	**18 691**	

Immigration et Communautés culturelles
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Demande d'engagement d'un garant – Ressortissants étrangers	2 518	3 105	3 060	2 745	RC
Demande d'un employeur relative à un emploi temporaire	1 155	1 419	1 436	1 237	RC
Certificats de sélection – Ressortissants étrangers	24 072	25 392	32 276	36 107	RC
Certificats d'acceptation – Ressortissants étrangers	4 258	4 409	2 312	2 118	RC
Certificats d'acceptation – Étudiants	0	0	2 452	2 626	RC
Sous-total	**32 003**	**34 325**	**41 536**	**44 833**	
Ventes de biens et services					
Photocopies de documents	0	3	4	4	DA
Matériel et fournitures	0	1	1	1	RC
Frais d'attestation d'équivalences pour études à l'étranger	1 538	1 593	1 921	2 207	DA
Sous-total	**1 538**	**1 597**	**1 926**	**2 211**	
TOTAL	**33 541**	**35 922**	**43 462**	**47 044**	

Justice
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
MINISTÈRE					
Droits et permis					
Publicité légale des entreprises	169	202	217	199	DA
Sous-total	**169**	**202**	**217**	**199**	
Ventes de biens et services					
Formules et documents	520	541	550	502	DA
Location de chambres et pension	97	100	101	98	DA
Actes judiciaires	30 924	29 759	35 935	34 447	DA
Actes juridiques	20 188	23 663	39 243	32 060	DA
Sous-total	**51 729**	**54 063**	**75 829**	**67 108**	
TOTAL	**51 897**	**54 265**	**76 046**	**67 307**	
OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR					
Droits et permis					
Vendeurs itinérants	230	225	245	250	DA
Prêteurs d'argent	16	15	19	22	DA
Studios de santé	92	90	98	102	DA
Agences de recouvrement de créances	12	15	10	15	DA
Commerçants – Garanties supplémentaires	5	5	4	6	DA
Agents de voyage	700	678	715	772	DA
Certificats d'exemption	51	44	37	44	DA
Sous-total	**1 106**	**1 072**	**1 128**	**1 210**	
Ventes de biens et services					
Actes juridiques	0	0	5	7	DA
Sous-total	0	0	5	7	
TOTAL	**1 106**	**1 072**	**1 133**	**1 217**	
TOTAL – JUSTICE	**53 003**	**55 337**	**77 179**	**68 524**	

Personnes désignées par l'Assemblée nationale

(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Travaux de délimitation du territoire électoral	0	7	0	4	RC
Sous-total	**0**	**7**	**0**	**4**	
Ventes de biens et services					
Formules et documents	4	19	23	4	RC
Frais pour la transmission de renseignements de la liste électorale permanente	456	303	297	688	RC
Location de terrains et bâtisses	12	19	20	20	RC
Location d'espaces de stationnement	43	42	42	44	RC
Sous-total	**517**	**384**	**382**	**757**	
TOTAL	**517**	**391**	**382**	**761**	

Ressources naturelles et Faune
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Ressources forestières					
Coupe de bois – Usage domestique	201	193	209	221	MAJ
Usines de transformation du bois	698	670	616	616	RC
Permis d'intervention – Approvisionnement de bois sur les terres publiques	258 069	160 727	141 946	102 867	MAJ
Permis biomasse	—	—	—	1	MAJ
Érablières	1 545	1 529	1 597	1 714	DA
Intervention – Travaux d'utilité publique	175	77	113	473	MAJ
Intervention – Activités minières	87	102	100	108	MAJ
Intervention – Aménagement faunique et récréatif	90	64	45	44	MAJ
Mesureurs de bois	5	2	6	17	DA
Autres droits sur la gestion des forêts	23	20	32	59	MAJ
Traitements sylvicoles réguliers	– 145 747	– 142 300	– 103 257	– 62 415	DA
Mise en valeur des ressources du milieu forestier	– 6 261	– 11 380	– 5 343	– 11 003	DA
Contribution à SOPFIM(1) – SOPFEU(2)	– 15 935	0	0	0	DA
Plans spéciaux de récupération et mise en production	– 33 106	– 7 047	– 33 346	– 29 452	DA
Transfert au Fonds forestier	– 57 006	0	0	0	DA
Total – Ressources forestières	**2 838**	**2 657**	**2 718**	**3 251**	
Ressources minières					
Exploitation minière – Droits	48 787	82 905	27 374	124 589	MAJ
Exploitation minière – Crédits pour pertes	– 13 212	– 38 918	– 37 675	– 25 181	DA
Exploitation minière – Crédits pour financement	– 379	—	—	—	DA
Transfert au Fonds du patrimoine minier	—	—	—	– 20 000	DA
Claims	12 379	11 315	10 893	10 525	DA
Exploitation par baux	1 410	1 533	1 527	2 078	DA
Prospecteurs	13	16	18	14	DA
Recherche de réservoirs souterrains	180	245	397	365	MAJ
Renseignements généraux	8	79	19	44	DA
Exploration	0	16	6	0	DA
Plaques de jalonnement	16	9	3	4	DA
Exploitation – Sable, gravier et autres	2 716	2 803	3 513	4 239	DA
Total – Ressources minières	**51 918**	**60 002**	**6 075**	**96 677**	

(1) Société de protection des forêts contre les insectes et maladies.
(2) Société de protection contre les incendies de forêts.

Ressources naturelles et Faune (suite)
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ressources hydrauliques					
Forces hydrauliques	9 977	3 469	– 809	0	MAJ
Énergie électrique produite	63 535	15 486	– 20	319	MAJ
Régime des eaux	1 653	1 669	1 712	1 800	MAJ
Total – Ressources hydrauliques	**75 165**	**20 624**	**883**	**2 119**	
Autres					
Permis de recherche	0	83	0	0	MAJ
Étude de dossiers	—	—	—	11	MAJ
Baux d'exploitation et d'utilisation – Gaz naturel	16	16	16	11	MAJ
Recherche de pétrole et de gaz naturel	645	641	995	444	MAJ
Exploitation de pétrole et de gaz naturel – Redevances	16	12	11	9	MAJ
Baux d'exploitation de réservoirs souterrains	64	61	65	0	MAJ
Permis d'utilisation – Équipement pétrolier à risque élevé	1 832	—	—	—	—
Permis de chasse, pêche et piégeage	27 660	27 485	27 026	31 802	MAJ
Permis commerciaux et particuliers	284	163	159	226	MAJ
Droits pour activités commerciales	1 295	958	1 719	793	MAJ
Total – Autres	**31 812**	**29 418**	**29 991**	**33 296**	
Ventes de biens et services					
Formules et documents	211	232	234	194	DA
Matériel et fournitures	1	—	—	—	—
Bois	264	10	9	11	MAJ
Terres de l'État	1 341	3 331	5 478	3 035	MAJ
Terrains et bâtisses	10	1 211	4	9	MAJ
Éolien – Tarif annuel réserve	—	0	185	277	MAJ
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	165	148	152	362	MAJ
Frais de vente et de location de terrains	510	599	395	847	MAJ
Location et concessions	9 939	11 000	10 903	11 322	MAJ
Recouvrements de tiers	—	0	22	5	MAJ
Enregistrements de transferts	101	208	185	147	DA
Arpentage de terrains	29	25	50	11	MAJ
Frais d'inscription aux tirages au sort	246	60	497	247	MAJ
Accès à l'information	3	0	0	0	DA
Frais de recherche	2	3	0	1	MAJ
Sous-total	**12 821**	**16 825**	**18 114**	**16 468**	
TOTAL	**174 555**	**129 527**	**57 782**	**151 809**	

Revenu
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Honoraires – Dossiers publics	4 427	3 951	3 044	2 186	MAJ
Création et modification de personnes morales	10 854	17 137	10 948	11 034	DA
Publicité légale des entreprises	29 754	39 235	42 541	43 323	DA
Rapport annuel des compagnies	0	14	16	17	DA
Transferts de terrains	– 2	—	—	—	DA
Enregistrement d'abris fiscaux et d'actions accréditives	360	540	627	259	DA
Transporteurs internationaux et interprovinciaux	766	724	677	638	DA
Sous-total	**46 160**	**61 601**	**57 853**	**57 456**	
Ventes de biens et services					
Photocopies de documents	0	188	205	208	DA
Actes judiciaires	197	215	249	278	DA
Décisions anticipées	135	105	71	65	DA
Sous-total	**332**	**508**	**525**	**551**	
TOTAL	**46 492**	**62 109**	**58 378**	**58 007**	

Santé et Services sociaux
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Hôpitaux privés et autres institutions	1 581	1 663	1 614	1 743	DA
Sous-total	**1 581**	**1 663**	**1 614**	**1 743**	
Ventes de biens et services					
Formules et documents	20	15	10	9	PR
Tierces responsabilités – Internes	6 631	6 222	7 531	4 903	RC
Tierces responsabilités – Externes	1 119	1 344	1 729	975	RC
Assurance-hospitalisation – Étrangers	168	149	169	129	EA
Sous-total	**7 938**	**7 729**	**9 439**	**6 016**	
TOTAL	**9 518**	**9 393**	**11 053**	**7 759**	

Sécurité publique
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
MINISTÈRE					
Droits et permis					
Agences d'investigation ou de sécurité	1 330	570	517	342	DA
Sous-total	**1 330**	**570**	**517**	**342**	
Ventes de biens et services					
Formules et documents	0	30	29	24	DA
Location de chambres et pension	2 800	3 134	3 245	3 315	RC
Conciliation et enquêtes – Déontologie policière	743	575	824	874	PR
Autres	0	8	9	16	
Sous-total	**3 543**	**3 746**	**4 107**	**4 229**	
TOTAL	**4 873**	**4 316**	**4 624**	**4 571**	
RÉGIE DES ALCOOLS, DES COURSES ET DES JEUX					
Droits et permis					
Détaillants	20 930	21 025	21 711	21 696	DA
Production industrielle de boissons	587	633	638	694	DA
Concours publicitaires	4 507	4 653	4 578	4 411	DA
Appareils d'amusement	2 901	2 971	2 868	2 548	DA
Bingo	1 498	1 122	2 285	1 632	DA
Loteries – Tirages	1 794	2 190	1 652	1 747	DA
Loteries – Foires agricoles	0	0	5	6	DA
Loteries – Vidéo	923	931	918	920	DA
Courses	182	180	120	46	DA
Sports de combat	25	36	33	30	DA
Organisation – Spectacles sportifs de combat	176	179	306	431	DA
Études de dossiers	969	875	918	795	DA
Permis de monte pour étalon	8	10	5	4	DA
TOTAL	**34 500**	**34 805**	**36 037**	**34 960**	

Sécurité publique (suite)
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
SURETÉ DU QUÉBEC					
Droits et permis					
Agences d'investigation ou de sécurité	0	890	887	1 000	PR
Permis d'explosifs	265	267	301	382	DA
Permis de club de tir à la cible	0	0	0	1	DA
Sous-total	**265**	**1 157**	**1 188**	**1 382**	
Ventes de biens et services					
Frais de vérification des antécédents judiciaires	172	543	647	742	PR
Frais d'administration – Permis de club de tir à la cible	0	0	1	3	DA
Sous-total	**172**	**543**	**648**	**745**	
TOTAL	**437**	**1 700**	**1 836**	**2 127**	
TOTAL – SÉCURITÉ PUBLIQUE	**39 810**	**40 821**	**42 497**	**41 658**	

Transports
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
MINISTÈRE					
Droits et permis					
Immatriculation – Droits	654 462	669 033	680 917	693 964	DA
Conducteurs et chauffeurs	81 413	82 730	85 645	85 264	DA
Signalisation touristique commerciale	25	21	12	13	DA
Droits pour activités commerciales	0	5	5	5	DA
Sous-total	**735 900**	**751 789**	**766 579**	**779 246**	
Ventes de biens et services					
Formules et documents	3	1	1	0	DA
Photocopies de documents	0	0	1	2	DA
Matériel et fournitures	2	6	12	1 234	MAJ
Gaz et huile	0	6	0	5	MAJ
Location de machinerie et d'équipement	0	1	0	0	DA
Location d'installations électriques	0	3	2	2	DA
Terrains et bâtisses	6 427	3 897	12 663	4 097	MAJ
Location de terrains et bâtisses	1 648	1 741	2 342	1 816	MAJ
Location d'espaces de stationnement	12	12	19	32	MAJ
Location d'espaces pour cabines téléphoniques	7	1	5	6	MAJ
Aide technique et soutien	0	116	92	35	DA
Accès à l'information	1	1	1	2	DA
Analyse en laboratoire	0	81	34	95	PR
Frais d'atterrissage	0	0	– 69	0	DA
Frais de débarcadère	341	317	307	99	RC
Sous-total	**8 442**	**6 183**	**15 410**	**7 425**	
TOTAL	**744 342**	**757 972**	**781 989**	**786 671**	

Transports (suite)
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
COMMISSION DES TRANSPORTS					
Droits et permis					
Transport commercial public	694	694	712	739	DA
Frais d'inscription et de mise à jour – Catégorie A1	2 090	2 057	2 167	2 219	DA
Frais d'inscription et de mise à jour – Catégorie A2	1 909	1 916	2 021	1 977	DA
Frais d'inscription et de renouvellement – Intermédiaires en services de transport	122	106	102	88	DA
Transfert de permis	802	763	669	765	DA
Sous-total	**5 617**	**5 535**	**5 671**	**5 788**	
Ventes de biens et services					
Photocopies de documents	2	2	1	4	DA
Matériel et fournitures	14	25	20	14	DA
Frais de publication – Demandes de permis	101	102	105	122	DA
Sous-total	**117**	**129**	**126**	**140**	
TOTAL	**5 733**	**5 664**	**5 797**	**5 928**	
TOTAL – TRANSPORTS	**750 075**	**763 636**	**787 786**	**792 599**	

Travail
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Formules et documents	70	72	23	8	RC
Autres	0	1	0	0	RC
Sous-total	**70**	**73**	**23**	**8**	
TOTAL	**70**	**73**	**23**	**8**	

ANNEXE 2 :
TABLEAUX DÉTAILLÉS DES REVENUS DE TARIFICATION DES ORGANISMES

❑ Liste des tableaux

AGENCE DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE 66

AGENCE MÉTROPOLITAINE DE TRANSPORT 66

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS 67

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC 68

BUREAU DE DÉCISION ET DE RÉVISION EN VALEURS MOBILIÈRES 68

CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC 68

CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC 69

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE DU QUÉBEC 69

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES 70

COMMISSION DES NORMES DU TRAVAIL 70

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL 70

CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUÉBEC 71

CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ 71

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC 71

ÉCOLE NATIONALE DES POMPIERS DU QUÉBEC 72

FONDATION DE LA FAUNE DU QUÉBEC 72

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL 72

FONDS DE FOURNITURE DE BIENS OU DE SERVICES DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE 73

FONDS DE GESTION DE L'ÉQUIPEMENT ROULANT 73

FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE 73

FONDS DES CONTRIBUTIONS DES AUTOMOBILISTES AU TRANSPORT EN COMMUN 73

FONDS DES GÉNÉRATIONS 74

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE 74

Fonds des services de police 74
Fonds d'information foncière 75
Fonds d'information géographique 75
Fonds du Centre financier de Montréal 75
Fonds du patrimoine minier 75
Fonds du service aérien gouvernemental 76
Fonds forestier 76
Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Transports 76
Fonds vert 76
Héma-Québec 77
Institut de la statistique du Québec 77
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec 77
Institut national de santé publique du Québec 78
Investissement Québec 78
La Financière agricole du Québec 78
Musée d'art contemporain de Montréal 79
Musée de la civilisation 79
Musée national des beaux-arts du Québec 80
Office des professions du Québec 80
Régie de l'assurance maladie du Québec 81
Régie de l'énergie 81
Régie des installations olympiques 82
Régie du bâtiment du Québec 83
Régie du cinéma 83
Services Québec 84
Société de développement de la Baie-James 84
Société de développement des entreprises culturelles 84

Société de financement des infrastructures locales du Québec 85
Société de la Place des Arts de Montréal 85
Société de l'assurance automobile du Québec 85
Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec) 86
Société des établissements de plein air du Québec 86
Société des traversiers du Québec 86
Société d'habitation du Québec 87
Société du Centre des congrès de Québec 87
Société du Grand Théâtre de Québec 88
Société du Palais des congrès de Montréal 88
Société du Parc industriel et portuaire de Bécancour 89
Société immobilière du Québec 89
Société québécoise d'assainissement des eaux 89
Société québécoise de récupération et de recyclage 90
Société québécoise d'information juridique 90
Tribunal administratif du Québec 90

Agence de l'efficacité énergétique
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Contribution des bénéficiaires	147	4 372	6 742	17 181	MAJ
Sous-total	**147**	**4 372**	**6 742**	**17 181**	
TOTAL	**147**	**4 372**	**6 742**	**17 181**	

Agence métropolitaine de transport
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Recettes de la vente de TRAM	63 742	73 428	81 965	85 452	DA
Recettes des trains de banlieue	41 128	42 299	44 457	44 054	DA
Recettes de la desserte métropolitaine	1 681	2 295	2 373	2 641	DA
Sous-total	**106 551**	**118 022**	**128 795**	**132 147**	
TOTAL	**106 551**	**118 022**	**128 795**	**132 147**	

Autorité des marchés financiers
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Études de dossiers	486	—	—	—	—
Compagnies d'assurance	28	—	—	—	—
Constitution des institutions de dépôts	14	—	—	—	—
Sociétés de fiducie et sociétés d'épargne	37	—	—	—	—
Examens	1 118	—	—	—	—
Redevances – Centre collégial de formation à distance	13	0	0	0	MAJ
Cotisation des sociétés de fiducie et sociétés d'épargne	1 128	—	—	—	—
Cotisation des compagnies d'assurance	7 804	—	—	—	—
Frais d'inspection – institutions de dépôt	78	—	—	—	—
Cotisation des coopératives et services financiers	3 181	—	—	—	—
Cotisations	8 967	—	—	—	—
Analyse des guides de distribution	40	49	151	105	DA
Permis d'activité	0	57	71	37	DA
Financement des sociétés	35 142	34 694	30 646	27 140	MAJ
Inscriptions	6 587	7 158	7 778	9 801	MAJ
Informations financières	5 291	4 682	4 383	4 442	MAJ
Inspections	211	9	157	208	MAJ
Certification représentants	—	4 615	5 051	4 782	DA
Cotisations annuelles	—	14 062	18 152	20 154	RC
Administration des examens et stages	—	1 664	1 605	1 765	DA
Inscription des cabinets	—	5 162	5 250	4 881	DA
Autres services	515	176	125	132	DA
Sous-total	**70 640**	**72 271**	**73 369**	**73 447**	
Ventes de biens et services					
Tarification – Fonds d'assurance-dépôt	12 560	12 090	12 760	13 770	DA
Formulaires, documentation et information	944	1 087	1 342	1 141	DA
Honoraires des Chambres	201	209	214	110	RC
Sous-total	**13 705**	**13 386**	**14 316**	**15 021**	
TOTAL	**84 345**	**85 657**	**87 685**	**88 468**	

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Photocopies de documents	—	—	—	176	RC
Location d'espaces de stationnement	—	—	—	1 289	RC
Autres revenus	—	—	—	495	RC
Location de salles	—	—	—	85	RC
Vente de biens et services divers	1 198	2 042	2 077	—	RC
Sous-total	**1 198**	**2 042**	**2 077**	**2 045**	
TOTAL	**1 198**	**2 042**	**2 077**	**2 045**	

Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Frais exigibles par le Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières	3	4	7	16	DA
Sous-total	**3**	**4**	**7**	**16**	
TOTAL	**3**	**4**	**7**	**16**	

Centre de recherche industrielle du Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Ventes de services	6 885	7 695	8 860	8 809	MAJ
Location de locaux	829	302	218	136	PR
Recherche et développement	2 885	5 429	4 110	3 901	MAJ
Sous-total	**10 599**	**13 426**	**13 188**	**12 846**	
TOTAL	**10 599**	**13 426**	**13 188**	**12 846**	

Centre de services partagés du Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Ventes de services	165	63	0	0	PR
Information gouvernementale	22 648	7 225	9 926	9 572	PR
Technologies de l'information et des communications	13 737	7 889	0	68	PR
Gestion intégrée des ressources	352	83	12	0	RC
Reprographie gouvernementale	169	4	21	264	PR
Fournitures et ameublement	17 361	13 601	1 481	0	PR
Services d'entretien d'équipement bureautique	139	45	9	0	PR
Service gouvernemental de courrier	1 207	968	213	0	PR
Centre de documents semi-actifs	390	211	2	0	PR
Disposition de surplus et acquisitions	16 929	9 107	2 808	6 510	PR
Réseaux	—	—	3 612	6 346	PR
Ajustements	– 43 797	– 14 192	—	—	PR
Sous-total	**29 300**	**25 004**	**18 084**	**22 758**	
TOTAL	**29 300**	**25 004**	**18 084**	**22 758**	

Commission de la capitale nationale du Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Revenus de location	168	158	167	177	MAJ
Billetterie	161	172	216	188	MAJ
Activités éducatives et culturelles	132	149	199	141	MAJ
Produits dérivés	28	23	33	35	MAJ
Ventes de publications	22	12	73	37	MAJ
Sous-total	**511**	**514**	**686**	**579**	
TOTAL	**511**	**514**	**686**	**579**	

Commission des lésions professionnelles
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Publications et services	10	9	9	9	DA
Sous-total	**10**	**9**	**9**	**9**	
TOTAL	**10**	**9**	**9**	**9**	

Commission des normes du travail
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Montants forfaitaires sur réclamations perçues d'employeurs	196	68	40	91	DA
Cotisations des employeurs	54 702	55 129	59 932	58 852	RC
Réclamations perçues pour le compte de salariés devenus introuvables	18	0	34	4	DA
Ventes de publications	5	4	4	3	DA
Séminaires aux employeurs	0	147	144	40	DA
Sous-total	**54 920**	**55 348**	**60 153**	**58 991**	
TOTAL	**54 920**	**55 348**	**60 153**	**58 991**	

Commission des relations du travail
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Formules et documents	6	8	9	7	DA
Sous-total	**6**	**8**	**9**	**7**	
TOTAL	**6**	**8**	**9**	**7**	

Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Photocopies de documents	0	4	4	7	DA
Cours	0	395	429	554	DA
Matériel didactique	0	13	12	11	DA
Formation continue – Conservatoire de musique et d'art dramatique	0	43	97	158	DA
Autres revenus	0	88	89	250	DA
Frais d'admission	0	33	37	35	DA
Aide technique et soutien	0	175	170	207	DA
Sous-total	**0**	**751**	**837**	**1 222**	
TOTAL	**0**	**751**	**837**	**1 222**	

Corporation d'Urgences-santé
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Vente de bien et services divers	564	1 656	378	547	DA
Transport ambulancier – Particuliers	6 876	6 919	6 935	7 741	DA
Transport ambulancier – Autres	360	483	362	362	DA
Sous-total	**7 800**	**9 058**	**7 674**	**8 651**	
TOTAL	**7 800**	**9 058**	**7 674**	**8 651**	

École nationale de police du Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Contributions des corps de police	9 581	6 184	6 582	6 732	DA
Frais de scolarité, d'inscription, d'hébergement et autres	10 500	7 681	9 832	8 573	RC
Sous-total	**20 081**	**13 865**	**16 414**	**15 304**	
TOTAL	**20 081**	**13 865**	**16 414**	**15 304**	

École nationale des pompiers du Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Cours	1 425	1 536	1 448	1 240	DA
Matériel didactique	98	110	108	151	DA
Autres	37	71	39	60	DA
Sous-total	**1 560**	**1 717**	**1 595**	**1 450**	
TOTAL	**1 560**	**1 717**	**1 595**	**1 450**	

Fondation de la faune du Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Contributions perçues sur les permis de pêche, de chasse et de piégeage	3 101	3 203	3 157	3 831	DA
Sous-total	**3 101**	**3 203**	**3 157**	**3 831**	
TOTAL	**3 101**	**3 203**	**3 157**	**3 831**	

Fonds de développement du marché du travail
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Certificats de compétence – Gaz	531	413	– 1	0	RC
Mécaniciens de machines fixes	429	309	0	0	RC
Autres techniciens	883	835	– 2	0	RC
Qualification environnementale relative aux halocarbures	40	268	0	0	RC
Qualification professionnelle en eau potable	66	57	0	0	RC
Examens interprovinciaux	43	53	54	22	RC
Appareils sous pression	74	53	0	0	RC
Qualification réglementée	0	219	1 965	795	RC
Halocarbures, eau potable et soudage	0	43	258	215	RC
Sous-total	**2 065**	**2 248**	**2 274**	**1 033**	
TOTAL	**2 065**	**2 248**	**2 274**	**1 033**	

Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Services professionnels	30	414	256	240	RC
Sous-total	**30**	**414**	**256**	**240**	
TOTAL	**30**	**414**	**256**	**240**	

Fonds de gestion de l'équipement roulant
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Location de machinerie et d'équipement	17 641	19 929	18 662	20 225	PR
Sous-total	**17 641**	**19 929**	**18 662**	**20 225**	
TOTAL	**17 641**	**19 929**	**18 662**	**20 255**	

Fonds de partenariat touristique
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Biens et services touristiques	199	413	368	239	DA
Location d'espaces	612	589	624	622	MAJ
Sous-total	**811**	**1 002**	**992**	**861**	
TOTAL	**811**	**1 002**	**992**	**861**	

Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Contributions des automobilistes – Net	69 044	70 477	72 563	76 130	DA
Sous-total	**69 044**	**70 477**	**72 563**	**76 130**	
TOTAL	**69 044**	**70 477**	**72 563**	**76 130**	

Fonds des générations
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Forces hydrauliques	11 416	7 643	9 182	17 501	MAJ
Énergie électrique produite	0	38 094	78 937	70 926	MAJ
Sous-total	**11 416**	**45 737**	**88 118**	**88 426**	
TOTAL	**11 416**	**45 737**	**88 118**	**88 426**	

Fonds des registres du ministère de la Justice
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Commissaires à l'assermentation	588	662	608	628	DA
Sous-total	**588**	**662**	**608**	**628**	
Ventes de biens et services					
Formules et documents	2 000	3	3	2	DA
Services rendus par les bureaux de la publicité des droits – Net	27 428	28 385	27 385	26 564	MAJ
Honoraires de certification	12	13	11	13	MAJ
Registre des lobbyistes	15	15	17	24	MAJ
Sous-total	**29 455**	**28 417**	**27 416**	**26 602**	
TOTAL	**30 043**	**29 078**	**28 024**	**27 230**	

Fonds des services de police
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Services de police	231 385	236 269	243 208	246 870	PR
Services de police – Ponts fédéraux	3 478	3 544	3 601	3 672	PR
Vente de biens et services divers	787	1 711	1 131	1 901	PR
Sous-total	**235 650**	**241 524**	**247 941**	**252 442**	
TOTAL	**235 650**	**241 524**	**247 941**	**252 442**	

Fonds d'information foncière
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Droits et honoraires perçus par les officiers de la publicité des droits pour la réforme cadastrale	38 982	42 002	43 163	44 944	DA
Ventes d'enregistrements cadastraux et services rendus	3 426	3 825	3 776	3 912	RC
Services rendus par les bureaux de la publicité des droits	72 736	76 624	77 979	81 325	DA
Vente de biens et services divers	882	1 059	10 561	1 080	DA
Sous-total	**116 026**	**123 511**	**125 969**	**131 261**	
TOTAL	**116 026**	**123 511**	**125 969**	**131 261**	

Fonds d'information géographique
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Services spécialisés	0	4 326	4 364	3 959	RC
Ventes	1 527	762	625	485	PR
Sous-total	**1 527**	**5 089**	**4 989**	**4 444**	
TOTAL	**1 527**	**5 089**	**4 989**	**4 444**	

Fonds du Centre financier de Montréal
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Études de dossiers	826	502	491	477	DA
Contribution annuelle – Centres financiers	450	373	367	423	DA
Sous-total	**1 276**	**875**	**858**	**900**	
TOTAL	**1 276**	**875**	**858**	**900**	

Fonds du patrimoine minier
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Redevances minières	0	0	0	20 000	MAJ
Sous-total	**0**	**0**	**0**	**20 000**	
TOTAL	**0**	**0**	**0**	**20 000**	

Fonds du service aérien gouvernemental
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Service aérien	27 215	52 007	64 378	59 036	RC
Sous-total	**27 215**	**52 007**	**64 378**	**59 036**	
TOTAL	**27 215**	**52 007**	**64 378**	**59 036**	

Fonds forestier
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Contributions des bénéficiaires	19 273	0	0	0	DA
Sous-total	**19 273**	**0**	**0**	**0**	
TOTAL	**19 273**	**0**	**0**	**0**	

Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Transports
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Redevances des concessionnaires	2 843	1 414	1 011	517	MAJ
Panneaux de signalisation et d'information	6 731	7 092	6 542	0	RC
Sous-total	**9 574**	**8 506**	**7 553**	**517**	
TOTAL	**9 574**	**8 506**	**7 553**	**517**	

Fonds vert
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Redevances – Changements climatiques	0	100 376	203 221	198 878	DA
Redevances – Matières résiduelles	47 779	64 458	66 631	62 797	DA
Autorisations en vertu de la LQE[1]	0	0	3 210	4 596	DA
Sous-total	**47 779**	**164 834**	**273 062**	**266 270**	
TOTAL	**47 779**	**164 834**	**273 062**	**266 270**	

(1) Loi sur la qualité de l'environnement

Héma-Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Produits sanguins vendus à l'extérieur du Québec	394	355	473	255	PR
Ventes de tissus humains	0	0	0	190	MAJ
Sous-total	**394**	**355**	**473**	**445**	
TOTAL	**394**	**355**	**473**	**445**	

Institut de la statistique du Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Ventes de services	2 060	3 121	1 441	1 038	RC
Sous-total	**2 060**	**3 121**	**1 441**	**1 038**	
TOTAL	**2 060**	**3 121**	**1 441**	**1 038**	

Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Recyclage, perfectionnement et formation sur mesure	598	—	—	—	—
Enseignement régulier	565	—	—	—	—
Restauration	2 391	—	—	—	—
Hébergement	1 166	—	—	—	—
Services professionnels	801	—	—	—	—
Autres revenus	797	—	—	—	—
Hôtel pédagogique	—	3 027	3 035	2 665	MAJ
Services professionnels et formation continue	—	361	353	1 024	MAJ
Formation subventionnée	—	1 066	1 137	1 464	MAJ
Recherche	—	74	101	289	DA
Sous-total	**6 318**	**4 528**	**4 625**	**5 442**	
TOTAL	**6 318**	**4 528**	**4 625**	**5 442**	

Institut national de santé publique du Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Divers	3 151	5 781	6 495	7 282	PR
Sous-total	**3 151**	**5 781**	**6 495**	**7 282**	
TOTAL	**3 151**	**5 781**	**6 495**	**7 282**	

Investissement Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Attestations	3 687	3 832	4 298	6 048	RC
Honoraires de garantie	22 073	35 187	36 945	70 696	MAJ
Commissions d'engagement	6 599	6 373	7 268	12 908	MAJ
Honoraires de gestion	—	—	—	533	RC
Honoraires d'amendement	—	—	—	1 548	RC
Sous-total	**32 359**	**45 392**	**48 511**	**91 733**	
TOTAL	**32 359**	**45 392**	**48 511**	**91 733**	

La Financière agricole du Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Droits administratifs	3 209	2 452	2 386	2 531	DA
Autres	2 497	2 018	2 651	1 737	DA
Sous-total	**5 706**	**4 470**	**5 037**	**4 268**	
TOTAL	**5 706**	**4 470**	**5 037**	**4 268**	

Musée d'art contemporain de Montréal
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Location d'espaces	143	198	159	138	MAJ
Location d'expositions	47	35	156	46	DA
Billetterie	424	432	449	359	MAJ
Publications	22	18	27	49	PR
Activités éducatives et culturelles	121	153	144	161	RC
Redevances – Services alimentaires	53	51	6	5	MAJ
Divers	176	15	4	99	RC
Sous-total	**986**	**902**	**945**	**855**	
TOTAL	**986**	**902**	**945**	**855**	

Musée de la civilisation
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Locations et concessions	559	528	705	706	MAJ
Location d'expositions	2	224	316	107	RC
Billetterie	886	1 188	1 237	1 721	MAJ
Boutique	603	710	576	552	PR
Commandites obtenues pour la réalisation d'expositions	408	786	2 052	277	DA
Ventes de produits et services	439	402	973	374	RC
Divers	336	91	428	0	RC
Sous-total	**3 233**	**3 928**	**6 286**	**3 736**	
TOTAL	**3 233**	**3 928**	**6 286**	**3 736**	

Musée national des beaux-arts du Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Location et diffusion d'œuvres d'art et d'expositions	485	299	311	386	DA
Commandites et publicité	394	464	1 181	561	DA
Boutique et publications	820	691	1 050	485	PR
Location d'espaces et services connexes	315	293	371	247	MAJ
Activités éducatives et culturelles	213	205	414	175	DA
Redevances – Services alimentaires	171	199	294	177	DA
Services auxiliaires – Stationnement	215	232	377	283	MAJ
Billetterie et vestiaire	1 306	1 571	2 967	1 144	MAJ
Divers	43	58	71	58	RC
Sous-total	**3 962**	**4 011**	**7 037**	**3 516**	
TOTAL	**3 962**	**4 011**	**7 037**	**3 516**	

Office des professions du Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Contributions des membres des ordres professionnels	5 468	7 107	8 296	9 133	RC
Sous-total	**5 468**	**7 107**	**8 296**	**9 133**	
TOTAL	**5 468**	**7 107**	**8 296**	**9 133**	

Régie de l'assurance maladie du Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Recouvrements des tiers responsables et des ressortissants étrangers pour soins hospitaliers	2 661	2 850	3 148	2 741	RC
Ententes réciproques avec les autres provinces	32 923	36 839	32 716	40 615	RC
Services aux professionnels de la santé et aux dispensateurs de services	—	—	—	754	RC
Services aux personnes assurées	—	—	—	3 050	MAJ
Divers	5 823	6 040	7 118	—	MAJ
Sous-total	**41 407**	**45 729**	**42 982**	**50 968**	
TOTAL	**41 407**	**45 729**	**42 982**	**50 968**	

Régie de l'énergie
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Redevances – Rémunération et fonctionnement	1 716	3 167	3 038	4 568	RC
Sous-total	**1 716**	**3 167**	**3 038**	**4 568**	
TOTAL	**1 716**	**3 167**	**3 038**	**4 568**	

Régie des installations olympiques
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Installations sportives et touristiques – Droits d'entrée	4 569	4 581	4 658	3 859	DA
Installations sportives et touristiques – Loyers	1 690	1 648	1 191	1 572	MAJ
Installations sportives et touristiques – Publicité	476	432	385	60	DA
Stationnement et vestiaires	2 374	2 720	2 672	3 016	MAJ
Souvenirs	594	642	695	631	MAJ
Redevances des concessionnaires	1 001	1 767	660	1 907	MAJ
Locaux commerciaux et bureaux	1 689	1 613	1 653	1 666	MAJ
Recouvrement du coût de l'énergie fournie à des tiers	3 824	3 963	3 893	4 542	RC
Travaux et services facturés à des tiers	2 104	2 266	859	2 289	RC
Divers	177	305	591	0	DA
Sous-total	**18 498**	**19 935**	**17 256**	**19 542**	
TOTAL	**18 498**	**19 935**	**17 256**	**19 542**	

Régie du bâtiment du Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Ventes de gaz de pétrole liquéfié	437	470	451	334	PR
Enregistrement – Exploitation de gaz de pétrole liquéfié	209	214	226	224	PR
Installation de gaz	4	3	0	0	PR
Droits d'inspection – Distribution du gaz	2 313	2 507	2 193	2 131	PR
Permis d'utilisation – Équipement pétrolier à risque élevé	0	1 656	1 987	1 698	PR
Installations électriques	13 074	13 429	14 322	14 076	PR
Installation de machines fixes	2 661	2 517	2 169	2 380	PR
Entrepreneurs en tuyauterie	4 224	4 603	4 597	3 697	PR
Entrepreneurs de construction	21 952	22 847	22 930	24 875	PR
Jeux et remontées mécaniques	281	222	225	204	PR
Appareils de levage	1 539	1 508	1 561	1 550	PR
Sous-total	**46 694**	**49 975**	**50 661**	**51 169**	
Ventes de biens et services					
Formulaires et documents	35	24	105	92	DA
Sous-total	**35**	**24**	**105**	**92**	
TOTAL	**46 728**	**49 999**	**50 765**	**51 260**	

Régie du cinéma
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Frais d'examen – Demandes de classement de films	1 513	1 385	1 155	1 117	DA
Frais d'examen – Demande de permis	90	89	80	54	DA
Permis	1 097	1 046	934	868	DA
Contrôle sur le matériel vidéo	13 278	11 475	10 328	10 346	DA
Sous-total	**15 978**	**13 994**	**12 497**	**12 384**	
TOTAL	**15 978**	**13 994**	**12 497**	**12 384**	

Services Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Demandes de certification	17 612	15 492	13 592	12 269	PR
Inscriptions tardives	74	82	84	76	PR
Changement de nom	155	181	147	146	PR
Attestations	128	4	381	368	PR
Transmission électronique de données	207	716	1 445	1 193	PR
Divers	34	160	295	18	PR
Sous-total	**18 210**	**16 615**	**15 943**	**14 071**	
TOTAL	**18 210**	**16 615**	**15 943**	**14 071**	

Société de développement de la Baie-James
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Vente	5 574	6 197	4 924	3 755	MAJ
Location d'immeubles	1 353	1 365	372	269	MAJ
Honoraires de gestion	1 205	1 134	1 171	1 266	MAJ
Prestation de services	12 423	13 320	12 772	14 851	RC
Sous-total	**20 555**	**22 017**	**19 239**	**20 141**	
TOTAL	**20 555**	**22 017**	**19 239**	**20 141**	

Société de développement des entreprises culturelles
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Étude de dossiers	111	119	131	124	DA
Honoraires de garantie	474	428	421	383	DA
Billetterie	42	42	0	0	DA
Honoraires de certification	1 464	1 464	1 535	1 351	DA
Patrimoine immobilier – Loyers et autres	1 529	1 564	1 626	1 670	DA
Honoraires – Demandes de prêts	0	0	141	149	DA
Sous-total	**3 620**	**3 618**	**3 854**	**3 677**	
TOTAL	**3 620**	**3 618**	**3 854**	**3 677**	

Société de financement des infrastructures locales du Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Droits d'immatriculation additionnels – Fortes cylindrées	44 653	48 424	52 424	56 555	DA
Sous-total	**44 653**	**48 424**	**52 424**	**56 555**	
TOTAL	**44 653**	**48 424**	**52 424**	**56 555**	

Société de la Place des Arts de Montréal
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Services auxiliaires	3 956	4 194	3 662	3 255	MAJ
Locaux commerciaux et bureaux	1 826	2 024	2 051	1 922	MAJ
Location de salles	3 473	3 848	3 994	3 886	MAJ
Redevances et autres revenus de billetterie	2 662	3 198	3 444	3 267	MAJ
Commandites et publicité	575	579	519	466	MAJ
Services scéniques	22	—	—	—	MAJ
Sous-total	**12 514**	**13 843**	**13 670**	**12 795**	
TOTAL	**12 514**	**13 843**	**13 670**	**12 795**	

Société de l'assurance automobile du Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Droits d'immatriculation – Contrôle routier	54 720	59 666	58 758	63 200	RC
Sous-total	**54 720**	**59 666**	**58 758**	**63 200**	
Ventes de biens et services					
Frais de gestion	100 938	100 716	104 231	121 369	DA
Sous-total	**100 938**	**100 716**	**104 231**	**121 369**	
TOTAL	**155 658**	**160 382**	**162 989**	**184 569**	

Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec)
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Autres revenus	15 563	651	516	915	MAJ
Location d'espaces et de services connexes	0	3 631	2 722	3 565	MAJ
Messages publicitaires	0	11 451	10 435	11 114	MAJ
Produits dérivés	0	424	197	121	MAJ
Revenus de programmation	0	2 649	3 066	1 719	MAJ
Sous-total	**15 563**	**18 806**	**16 936**	**17 433**	
TOTAL	**15 563**	**18 806**	**16 936**	**17 433**	

Société des établissements de plein air du Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Droits d'accès dans les parcs et les réserves	4 975	5 295	5 236	5 709	DA
Sous-total	**4 975**	**5 295**	**5 236**	**5 709**	
Ventes de biens et services					
Services dans les parcs et réserves	75 066	78 846	79 379	82 118	MAJ
Sous-total	**75 066**	**78 846**	**79 379**	**82 118**	
TOTAL	**80 041**	**84 141**	**84 615**	**87 827**	

Société des traversiers du Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Transport des véhicules	7 828	8 244	8 657	9 455	MAJ
Transport des passagers	6 458	6 718	7 206	7 158	MAJ
Divers	834	847	626	785	MAJ
Sous-total	**15 120**	**15 809**	**16 489**	**17 398**	
TOTAL	**15 120**	**15 809**	**16 489**	**17 398**	

Société d'habitation du Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Honoraires – Immobilière SHQ	529	526	0	0	RC
Honoraires – Société de gestion	60	60	70	36	DA
Honoraires – Divers organismes	49	25	85	0	RC
Sous-total	**638**	**611**	**155**	**36**	
TOTAL	**638**	**611**	**155**	**36**	

Société du Centre des congrès de Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Location d'espaces – Événements	2 182	2 430	3 350	2 302	MAJ
Redevances – Services alimentaires	1 249	2 085	2 569	1 813	MAJ
Redevances – Autres	22	73	158	95	MAJ
Services optionnels – Manutention, expédition et accrochage	444	637	896	585	MAJ
Services optionnels – Électricité, plomberie et autre personnel technique	429	580	657	519	MAJ
Services optionnels – Entretien ménager	16	29	25	24	MAJ
Services optionnels – Aménagement et ameublement	312	365	502	350	MAJ
Services optionnels – Audiovisuel, sonorisation et éclairage	97	63	101	63	MAJ
Services optionnels – Télécommunications	272	328	545	297	MAJ
Services optionnels – Accueil, billetterie, vestiaire	132	173	145	129	MAJ
Services optionnels – Sécurité	44	40	104	36	MAJ
Services optionnels – Autres	133	65	153	81	MAJ
Redevances – Services audiovisuels	286	393	838	357	MAJ
Sous-total	**5 616**	**7 261**	**10 041**	**6 650**	
TOTAL	**5 616**	**7 261**	**10 041**	**6 650**	

Société du Grand Théâtre de Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Location d'espaces de stationnement	103	117	114	135	MAJ
Billetterie	1 777	2 143	1 705	1 544	MAJ
Location de salles	806	837	922	973	MAJ
Services scéniques	873	977	930	926	MAJ
Production et présentation de spectacles	1 601	1 422	1 046	1 341	MAJ
Services à la clientèle	113	96	101	81	MAJ
Divers	54	51	31	31	MAJ
Sous-total	**5 327**	**5 643**	**4 849**	**5 031**	
TOTAL	**5 327**	**5 643**	**4 849**	**5 031**	

Société du Palais des congrès de Montréal
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Location d'espaces – Événements	6 655	6 605	6 799	6 493	MAJ
Redevances – Services alimentaires	2 282	2 335	2 850	2 558	MAJ
Redevances – Autres	103	125	71	31	MAJ
Services optionnels – Entretien ménager	427	508	492	482	MAJ
Services optionnels – Télécommunications	730	588	629	584	MAJ
Redevances – Services audiovisuels	633	585	895	573	MAJ
Redevances – Billets vendus	445	483	366	407	MAJ
Services auxiliaires – Stationnement	1 009	1 064	1 030	1 063	MAJ
Services auxiliaires – Aménagement	1 380	1 154	1 227	1 187	MAJ
Services auxiliaires – Audiovisuel	488	716	763	775	MAJ
Services auxiliaires – Vestiaire	181	162	160	133	MAJ
Services auxiliaires – Contrôleur de foule	42	27	36	68	MAJ
Services auxiliaires – Plomberie et électricité	1 438	1 409	1 516	1 262	MAJ
Services auxiliaires – Sécurité	140	271	207	177	MAJ
Services auxiliaires – Autres	765	803	897	1 013	MAJ
Services auxiliaires – Signalisation dynamique	4	3	2	2	MAJ
Sous-total	**16 722**	**16 838**	**17 939**	**16 808**	
TOTAL	**16 722**	**16 838**	**17 939**	**16 808**	

Société du Parc industriel et portuaire de Bécancour
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Revenus portuaires	2 607	2 974	3 543	2 607	MAJ
Sous-total	**2 607**	**2 974**	**3 543**	**2 607**	
Ventes de biens et services					
Service d'eau industrielle	1 348	710	673	606	RC
Location d'immeubles	517	438	496	505	PR
Sous-total	**1 865**	**1 149**	**1 170**	**1 111**	
TOTAL	**4 471**	**4 123**	**4 713**	**3 718**	

Société immobilière du Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Location d'espaces – Autres clients	41 742	44 323	36 205	34 212	PR
Sous-total	**41 742**	**44 323**	**36 205**	**34 212**	
TOTAL	**41 742**	**44 323**	**36 205**	**34 212**	

Société québécoise d'assainissement des eaux
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Honoraires de gestion	415	9	18	18	DA
Sous-total	**415**	**9**	**18**	**18**	
TOTAL	**415**	**9**	**18**	**18**	

Société québécoise de récupération et de recyclage
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Droit environnemental sur les pneus	22 650	23 524	23 191	21 125	MAJ
Sous-total	**22 650**	**23 524**	**23 191**	**21 125**	
Ventes de biens et services					
Revenus sur consignation – Embouteilleurs et brasseurs	863	738	793	838	DA
Revenus d'organismes industriels	490	508	525	482	DA
Revenus – Compensation pour collecte sélective	1 627	2 133	2 599	2 319	MAJ
Sous-total	**2 980**	**3 379**	**3 917**	**3 639**	
TOTAL	**25 630**	**26 903**	**27 108**	**24 764**	

Société québécoise d'information juridique
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Ventes de biens et services					
Divers	12 270	12 687	13 080	13 044	PR
Sous-total	**12 270**	**12 687**	**13 080**	**13 044**	
TOTAL	**12 270**	**12 687**	**13 080**	**13 044**	

Tribunal administratif du Québec
(en milliers de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Base de fixation
Droits et permis					
Recours instruits	146	433	188	198	MAJ
Sous-total	**146**	**433**	**188**	**198**	
TOTAL	**146**	**433**	**188**	**198**	